

Chronologie des événements survenus de part et d'autre de la frontière Quelques articulations qui nous paraissent significatives.

Matériaux pour accompagner le documentaire « Amis, dessous la cendre ... »

En souvenir de nos amis Henri Mélich et Victor Simal disparus en 2021 et 2022

Version revue et augmentée du 12 juin 2022

« L'étonnant, dira Pep Palau bien plus tard, est que le rire avait toute sa place malgré les difficultés de la lutte, les emprisonnements, les drames et les disparitions. L'autodérision, le "j'menfoutisme" décalé, la faculté de mettre à distance les emmerdes, associés à des moments improvisés avec les moyens du bord et quelques boissons étaient une réponse aux pressions et à la violence exercés sur nous. Ignasi Solé Sugranyes ajouta que cet humour particulier dépassait les stéréotypes du militantisme doloriste pour ne rien figer d'une énergie partagée, radicale et inventive. »

In Chroniques de La Vella Taverna, demi-fiction de Jean Calens, à paraître en 2022 aux éditions VUPP.

La *Vella Taverna* était située dans une ruelle en face de la place des Poilus à Perpignan. Ce texte évoque un Perpignan particulier où se croisaient des personnalités diverses, et entre autres des amis exilés dans le contexte des années 1972-78.

« Il faut remarquer l'importance acquise par Perpignan, aussi bien dans cette période comme au long de l'histoire, comme base d'approvisionnement pour tous les mouvements contestataires en Espagne : Indépendantistes, anarchistes, anarcho-sindicalistes de la CNT, républicains, etc... Sans oublier les organes d'information du système opérant à chaque moment pour pouvoir combattre ces mouvements. C'est dans ce contexte qu'apparaissent et disparaissent des individus déterminés à réaliser des actions, accumuler de la documentation pour l'appareil policier d'information de Barcelone. L'objectif avec le consentement du service de renseignement français la DST des PO et d'autres complicités [est] de savoir qui décide parmi les réfugiés [...] et contrecarrer un des centres de propagande et de relations du mouvement libertaire en exil ».

« Récit et témoignage de Simon Fernández d'Alcoy », in Miguel Moreno, 1998.

1970

Au début des années 1970, une période de forte tension interne au sein de la CNT en exil se solde par l'expulsion de près d'un tiers des militants réfugiés en France¹ – après celle, en 1969, de Fernando Gómez Peláez, directeur de *Solidaridad Obrera* de 1946 à 1954. Réunis au sein des **Groupes de Présence Confédérale et Libertaire** constitués en 1967 pour dénoncer les purges et la « dégénération bureaucratique » des instances dirigeantes de la CNT, les expulsés et des opposants lancent en juillet le mensuel *Frente libertario*. Fernando Gómez Peláez en aura la charge rédactionnelle de juillet 1970 à mars 1977. Le premier numéro date de septembre ; soixante-douze autres paraîtront jusqu'en mars 1977. Destiné à servir de base pour l'action du Mouvement libertaire espagnol (MLE), ce journal – qui fonctionnera de manière autonome – se centre sur les luttes dans la péninsule, où il sera très diffusé. De nombreux militants clandestins participeront à sa rédaction.

1971

« On peut rapprocher les groupes autonomes des années 1970 des historiques groupes d'affinité anarchistes du premier tiers du XX^e siècle² ». [...] Les premiers groupes connus, le **MIL** [Movimiento

¹ Dont Cipriano Mera, José Borrás, José Peirats *etc.* Voir « Fernando Gómez Peláez: crítica y disidencia en el movimiento libertario en el exilio » par Eduardo Romanos Fraile dans la revue *Ayer* 67/2007 ; et pour l'intégralité des numéros : [http://www.cedall.org/Documentacio/Castella/cedall203140600_Frente Libertario 1970-1977](http://www.cedall.org/Documentacio/Castella/cedall203140600_Frente%20Libertario%201970-1977).

Voir aussi la photo de jeunes militants de cette époque : <https://www.ephemanar.net/juillet27.html>

² [Rapprochement que l'on pourrait faire remonter au temps de la Federación de los Trabajadores de la Región Española (FTRE) en 1882, lorsque des sections s'autonomisèrent d'elle afin de pratiquer l'action directe en soutien aux agitations sociales et aux militants persécutés. Les *grupos anarco-comunistas* qui émergeront les

Ibérico de Liberación] et la nommée **OLLA** [Organització de Lluita Armada], nés pendant la première moitié des années soixante-dix, avant la mort du dictateur, étaient la synthèse des formes d'action spontanément libertaires de la jeunesse avec l'idéologie marxiste révolutionnaire hétérodoxe qui se répandait dans les lieux de travail et les universités d'Etat. [...] Cet assemblage d'étudiants et d'ouvriers, de philosophes et d'hommes d'action se consacrait à la propagande massive [...] pour faire tomber le régime fasciste et en finir avec le capitalisme. » (Joni D., 2014, pp. 19-20)

1973

Août, Toulouse : « Congrès » d'auto-dissolution du MIL, conseilleriste et libertaire né en 1971 : « Le MIL s'auto-dissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social ».

Pour une chronologie des actions du MIL en Espagne voir André Cortade, 2005, p. 87.

Le 15 septembre, Bellver de Cerdanya : Expropriation à la Caisse d'Epargne. Traqués pendant trois jours par la Guardia Civil, deux ex-MIL José Luis Pons Llobet et Oriol Solé Sugranyes seront appréhendés. Cela entraînera une série d'arrestations d'autres membres, dont Emilio Pardiñas Viladrich le 21 septembre, puis celle de Salvador Puig Antich (*El Metge*, «le Docteur») le 25, après des échanges de coups de feu avec les policiers, où l'un d'entre eux mourra : l'officier Barragan.

Le 26 septembre : parution dans *LVG* du communiqué de la Préfecture de police sur « la mort héroïque de l'officier Francisco Jesús Anguas Barragan ».

Le 30 septembre à Barcelone : Création du comité de solidarité *Pro Presos MIL*

Le 6 octobre à Paris: Parution du premier document – une plaquette de huit pages sortie clandestinement de prison – datée du 25 septembre, qui va rompre le silence sur la répression à l'œuvre contre les ex MIL : *Gangsters ou révolutionnaires ? La vérité sur les emprisonnés de Barcelone*.

Le 20 décembre : la ETA exécute Carrero Blanco, dauphin de Franco.

1974

Le 8 janvier : condamnation à mort de Salvador Puig Antich.

« Une coordination de groupes composée pour l'essentiel d'ex-MIL, de libertaires français ou espagnols se met en place. Pour tenter de bloquer l'exécution de Puig, l'enlèvement d'une personnalité espagnole est au programme. [...] Deux autres membres de l'ex-MIL risquent à leur tour la peine de mort lors d'un prochain procès [José Luis Pons Llobet et Oriol Solé Sugranyes]. [...] Pour ces interventions, cette coordination va prendre pour sigle **GAI** (Groupes autonomes d'intervention), et devenir par la suite **GARI** (Groupes d'action révolutionnaires internationalistes). » (*In Le pari de l'autonomie*, 2018, p. 286)

« Les interventions armées de solidarité qui eurent lieu avant et après l'assassinat [de Puig Antich] – tant en Espagne qu'à l'étranger – servirent de plate-forme d'union entre les différents groupes et individus autonomes, pour passer ensuite à un niveau supérieur de coordination qui nous permettrait de répondre au capital avec plus d'efficacité et d'ampleur. » *In Appels de la prison de Ségovie*, éditions Champ libre, 1980, p. 45

Le 14 janvier, Paris : Parution de la brochure en français d'une trentaine de pages : *La vérité sur les*

années suivantes poseront les jalons théoriques du groupe d'affinité anarchiste qui apparaît et disparaît selon la « libre spontanéité des individus », et selon l'action concrète à mener. Ces groupes soucieux de leur autonomie critiqueront le fétichisme organisationnel de la FTRE, et ses conséquences : immobilisme et réformisme : « Nous sommes illégalistes [...]. Aussi conseillerons-nous aux travailleurs d'aller à la révolution sociale directement par les moyens qui leur sont possibles, sans s'occuper des lois qu'ils n'ont pas rédigées. » *In La Justicia Humana* du 18 avril 1886. Note des rédacteurs de la chronologie].

emprisonnés de Barcelone, Espagne Libertaire n°O, spécial ex-MIL.

Le 2 mars : Salvador Puig Antich est garroté à l'âge de vingt-six ans dans une cellule de la prison centrale pour hommes de Barcelone, « La Modelo ».

Le 31 mars à Perpignan : Conférence de presse des avocats de l'ex-MIL, E. Carminal et Oriol Arau.

De mai 1974 à mars 1977 en France : vingt et une personnes membres (ou supposées membres) des GARI vont être incarcérées, dont des Espagnols comme Ángel Moreno Patiño, qui passera dix mois à la Santé, et Josep María Condom Bofill, incarcéré à Fresnes.

Le 23 juillet : Oriol Solé Sugranyes et José Luis Pons Llobet échappent à la peine de mort suite à la campagne de sabotages à l'explosif dans le sud de la France revendiquée par les GAI, et au kidnapping de Baltazar Suarez, directeur de la banque Bilbao à Paris organisé par les GARI au cours du printemps. Ils écoperont respectivement de 48 et 21 années de prison.

Juillet, Barcelone : Arrestation de trente personnes de la mouvance autonome dans le cadre de l'étroite collaboration entre les polices française et espagnole.

Le 14 juillet à Perpignan : Bernard Pensiot occupe le clocher de la cathédrale Saint-Jean avec l'insoumis Patrick Gervasoni, et tous deux déploient une banderole « Non à toutes les armées ». Arrêté à la suite de cette action, Bernard écope d'un mois de prison avec sursis. De son côté, Gervasoni sera condamné à trois mois de prison dont la moitié avec sursis³.

Militant du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste depuis 1971 à Paris, Bernard Pensiot s'était installé à Perpignan à l'automne 1973. Vite sollicité par des militants de *Frente Libertario*, il participera à de nombreuses actions avec eux.

Fin août : Auto-dissolution des GARI. « L'autodissolution était prévue dès la constitution du groupe et il n'a jamais été question de créer une organisation de lutte armée. Un texte de février 1975 signé "Un groupe ayant participé à la coordination GARI" en donnera les raisons :

"Une organisation qui se fige finit par avoir trop de choses à perdre : un sigle, une représentation, pour être vraiment un moyen de lutte ; elle devient une fin en soi. [...] Demain une autre coordination se fera sur d'autres objectifs ou sur les mêmes ; avec d'autres groupes autonomes ou avec les mêmes. [...] Pour nous la véritable constante, c'est le groupe autonome, constitué de prolétaires réunis sur la base d'une affinité réelle, ayant l'habitude de vivre, de lutter, de discuter, de critiquer ensemble." »

(In *Le pari de l'autonomie*, 2018, p. 288)

Septembre : Après l'arrestation de plusieurs membres d'un groupe de jeunes libertaires de Poble Nou qui, entre autres activités, collaborait au « Comité de Solidaridad pro-Presos » du MIL, Pep – Josep María Palau i Pujol (surnommé alors «Gérard»⁴) – s'exile à Banyuls-sur-Mer, où il a de la famille. Il s'installe peu après à Perpignan. Il y fréquente Felip Solé et Ignasi Solé Sugranyes «Montès», (†) en 2021, ex-membres du MIL. Il fait la connaissance d'Eduard Solé Forasté⁵), l'un de ceux qui fréquentent

³ On apprend par ailleurs dans le journal jurassien *L'Impartial* du 3-4 janvier 1981 que Patrick Gervasoni a obtenu l'asile politique au Danemark en tant qu'insoumis.

⁴ Source : Joni D., *Grupos Autónomos*, 2014, chapitre «Gérard» [PDF accessible en ligne]

⁵ Natif de Vic, Solé [parfois calligraphié Soler] vit à Perpignan depuis l'automne 1973 ; il aurait une quarantaine d'années. Les archives de police confirment le soupçon que certains nourrissent à son encontre : « Dès son arrivée en France, Eduardo Solé est enregistré par les autorités françaises comme réfugié politique, membre de la CNT, mais aussi et surtout comme indicateur du consulat d'Espagne » (Rappe, 2021, p 86). Il est donc en mission d'infiltration dans un milieu proche de la frontière où se réfugient régulièrement des ex-MIL et/ou leurs soutiens.

« Il s'attribue l'attentat à l'explosif perpétré au premier étage de l'immeuble de la Compagnie de Téléphone de la place de Catalunya à Barcelone [...] lors d'un conflit social entre les travailleurs et la direction de cette compagnie. [...] Voilà sans nul doute le "premier service rendu" par Eduardo Soler à la police ». (Edo, 2006, p.

régulièrement un important lieu de rencontre à Perpignan : la **Librairie espagnole**, sise au 40 de la rue Jean-Payra à Perpignan. Le propriétaire de la Librairie espagnole tenait aussi un sex-shop sur le même trottoir. Les deux locaux (et les cinémas) étaient très courus par les Espagnols qui passaient la frontière le week-end.

Le 18 juin à Perpignan : « Pensiot B. » signe une invitation à l'assemblée constitutive convoquée au 9 de la rue Duchalmeau (local de la CNT-AIT⁶) par « un groupe de copains qui a décidé de créer une association culturelle », avec ouverture d'une librairie, organisation de débats, constitution d'archives sur le mouvement libertaire.

Octobre : Ouverture du local loué par l'association « *L'Escltxa* » (La Brèche, créée le 23 septembre 1974) au 2, rue du Cimetière-Saint-Mathieu. S'y réunissent le **Groupe Bakounine de la FA**⁷ et le **Collectif d'Entraide Libertaire** de Perpignan, qui lui succèdera, créé à l'initiative de Bernard Pensiot. Il s'y éditera au moins quatre numéros du *Bulletin d'information sur les luttes de classes en Espagne* – le premier numéro sortira en mars 1976.

Selon Ariel Mélich, Bernard faisait aussi partie du Groupe Bakounine avec son père Henri, « Pof » (Pov.), Léo, Samy, Amapola, Sangenis, Hélios, et lui-même.

Henri Mélich, Hermine et leurs deux fils, Ariel et Alain, sont arrivés à Perpignan en juillet 1974. Henri est alors représentant dans le sud de la France des éditions *Ruedo Iberico*. Il participera en 1975 à l'édition du bulletin clandestin *Acción anarcosindicalista* : de 1975 à 1976, six numéros seront composés à Barcelone, imprimés à Perpignan puis réintroduits en Espagne⁸.

1975

Création à Perpignan du **Mouvement écologique catalan** (MEC), à l'initiative de Franck, Myrtille, Amapola et d'autres ; suivie de celle du groupe **Démystification active de la médecine** (DAME), pratiquant des avortements clandestins prioritairement pour des Espagnoles, avec Victor Simal, arrivé en 1974 dans les Pyrénées-Orientales⁹. Il va se lier d'amitié avec Bernard, et ils participeront ensemble à de nombreuses actions. Ils assureront notamment maints passages en Espagne de matériel de propagande, d'argent et parfois d'armes. Avec des anciens du MIL, des autonomes, des cénétistes et autres libertaires – dont Henri Mélich –, ils s'impliqueront à fond dans la réception de militants espagnols en fuite qu'ils aident à passer la frontière, et auxquels ils procurent travail, papiers, hébergement. Sur toutes les activités conjointes d'Henri, Victor et Bernard à Perpignan, voir Rappe (2021, pp. 29-44).

288). Selon Rappe il semblerait qu'il soit arrivé après une libération conditionnelle, ayant été accusé d'avoir détourné de l'argent du compte bancaire de son père. Il vivait à Port-Leucate en famille : « Marié, père de deux enfants, il a toujours un pistolet sur lui et dispose de toutes sortes d'armes et d'explosifs. En janvier 1976, il travaille comme électricien au casino "Le Lydia" [au Barcarès] d'où disparaissent des chèques pour plus de 100 000 francs. » In « Edouard Solé, mouchard de Rueda et des groupes autonomes », *SARI-Espagne*, 1978 (en Annexe I).

Dans le milieu militant, Solé était l'un des rares à posséder une voiture et se rendait utile en proposant ses services. « À travers la Librairie espagnole [...] Solé entre en contact avec quelques réfugiés politiques espagnols comme Pep, Ignacio et Beth (ex-membres du MIL). Solé essaye de contacter tout le monde politique de Perpignan aussi bien les nationalistes catalans que les libertaires (autonomes ou membres de la CNT). Il n'avait aucune idéologie précise, ni les formes. [...] Peu de temps après avoir fait connaissance avec Pep et les autres, il leur a proposé de faire des attentats à l'aide d'explosifs ».

Témoignage de Pep Palau in Miguel Moreno 1998 (Voir le document intégral en annexe II).

⁶ Quelqu'un a placé une photo du local sur le net : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Perpignan_ancien_local_cnt_ait_devanture_9_rue_Duchalmeau.jpg

⁷ Groupe qui publiera *Le Révolté* « organe mensuel du groupe Bakounine de la FA ». Un numéro de fin 1975 s'intitule : « Révolution et contre révolution à Perpignan » – rien de moins. Voir <https://bianco.ficedl.info/mot78.html>

⁸ Pour en savoir plus sur son riche parcours et ses activités, voir ses livres en bibliographie, et les notices suivantes : <http://losdelasierra.info/spip.php?article5063> et <https://maitron.fr/spip.php?article138574>.

⁹ Sur l'itinéraire de ce fils de réfugiés catalans voir *La semaine du Roussillon* n° 505 (en Annexe III).

Henri Mélich rachète la Librairie espagnole, dont il était déjà le principal fournisseur en livres antifranquistes. Il y est présent tous les jours, et ferme souvent à minuit le week-end. Il garde le contact avec l'ancien propriétaire qui tient toujours le sex-shop à côté.

Dans la nuit du 2 au 3 mars : Un an après l'assassinat de Puig Antich, un engin explose au pied du monument dédié aux *Caídos* de la guerre civile à Madrid. Ainsi commença à se manifester « la deuxième fournée de groupes autonomes [...] née durant l'année 1974, à la faveur des actions de soutien aux emprisonnés du MIL » (Joni D. , 2014, p. 21).

Le 20 novembre : Mort de Franco à l'hôpital. Démarre alors ce qu'on appellera la période de transition : « Le terme de transition désigne la séquence politique qui sépare la mort du dictateur Franco en novembre 1975 de la victoire du PSOE aux élections législatives de 1982. Elle se caractérise par le passage graduel et négocié, entre réformistes franquistes et partis de l'opposition démocratique, d'un régime dictatorial vers un régime parlementaire. » (Dolidier, 2020).

1976

« Beaucoup pensaient (nous pensions) qu'après la longue nuit du franquisme était possible un autre pays plus solidaire, libre et sans sujétion aux pouvoirs socio-économiques et politiques traditionnels qui avaient maintenu la dictature. Beaucoup ont perdu (nous avons perdu) l'espoir de générer des conditions différentes de la misère morale et intellectuelle dans laquelle nous avons grandi, et les organisations mêmes qui se prétendaient de gauche (hétéroclites et multicolores) ont perdu leur peau et leur tête (mais aussi leur cœur et leurs poumons) au cours de ces années. Ce que nous avons vécu a alors conditionné l'avenir, et le "on s'en souvient pour en parler aux autres" [*Recuérdalo tú y Recuérdalo a otros*] est un exercice qui va au-delà de la mémoire historique. »
In « La CNT et les libertaires, Saragosse 1972-1979 » de Paco Marcellan, 2015.

« La pratique de l'autonomie, c'est-à-dire les actions, l'attitude, les méthodes comme les grèves sauvages, les assemblées de grévistes, les commissions de délégués élus pendant celles-ci, révocables à tout moment, la solidarité, les piquets, les groupes affinitaires, ou les accords spontanés pris dans le feu de l'action ; tout cela était devenu coutumier pour beaucoup de monde. [...] "L'autonomie" était alors un ensemble de pratiques [...] qui étaient utilisées spontanément au cours des luttes qui éclataient dans la rue, sur les lieux de travail, dans les usines, les prisons, les quartiers, etc. Elle appliquait directement, et souvent intuitivement, les leçons du passé immédiat sans que les protagonistes ne se demandent pourquoi ils agissaient ainsi. [...] Peut-être que la situation n'était pas aussi "révolutionnaire" que certains d'entre nous l'auraient voulu. [...] De telle sorte que toute la Transition peut être vue comme un affrontement entre ceux qui voulaient canaliser dans l'entonnoir "démocratique" les énergies libérées par l'affaiblissement du régime franquiste, et ceux qui voulaient outrepasser cette tentative.»
In Le pari de l'autonomie, 2018, pp.183-184.

Entre janvier et mars se déploient maintes luttes sociales autonomes en Espagne, dont la plus emblématique est celle de Vitoria-Gasteiz, au Pays basque. « À l'inverse des mobilisations ouvrières et populaires qui ont lieu à la même période dans la capitale espagnole et en Catalogne, la grève générale de Vitoria n'est pas contrôlée par les organisations syndicales antifranquistes » écrit Dolidier, 2020¹⁰. On

¹⁰ « À la fin des années 1960, la conflictualité ouvrière connaît une forte augmentation, devant laquelle le franquisme se révèle impuissant. La politique de répression menée en réponse accroît la détermination des grévistes et radicalise les conflits de classes, tout en les politisant. C'est à la même époque que les grèves se structurent et s'organisent à partir d'assemblées clandestines, chargées d'élaborer des revendications, de coordonner l'action entre plusieurs branches de métiers par l'élection de délégués ouvriers (au mandat impératif et révocable à tout instant), et de se dissoudre ensuite. Les travailleurs mettent en place des commissions ouvrières mandatées par les assemblées pour négocier avec le patronat. Ces dernières se structurent en un mouvement sociopolitique, les Commissions Ouvrières, dans lesquelles des collectifs et des organisations se livrent une lutte de pouvoir. Le Parti communiste d'Espagne (PCE) constitue le courant majoritaire en leur sein. Il adopte une stratégie qui combine actions légales et illégales dans les usines, et s'appuie sur les assemblées clandestines afin de rédiger des plateformes de revendications et d'appeler à des grèves partielles ou à des manifestations publiques — tout en se présentant aux élections syndicales franquistes (comme en juin 1975) afin d'obtenir des postes de délégués syndicaux. En pratiquant l'entrisme dans les structures de l'Organisation syndicale espagnole (OSE), syndicat franquiste, le PCE veut se donner les moyens de coordonner les usines au sein d'un large mouvement antifranquiste

peut lire aussi sur le sujet Amoros, « Genèse et apogée de l'autonomie ouvrière en Espagne », in *Le pari de l'autonomie*, 2018, (p. 41 et suivantes).

Le 11 février à Perpignan : A la suite d'une perquisition chez eux en janvier où des explosifs sont trouvés, Pep et Eduardo Solé sont jugés, condamnés à six mois de prison et incarcérés¹¹. Quand ils sortent, deux mois plus tard, certains de « L'Escltxa » disent à Pep de se méfier de Solé, qui n'est pas expulsé, reprend son travail sans problèmes et continue de fréquenter la librairie.

Le 27 février à Barcelone : un groupe de jeunes intercepte un autobus dans la calle Pelai, et y met le feu après avoir fait descendre tous les occupants, tandis qu'un autre groupe attaque à coups de bouteilles incendiaires la succursale de la Banque Hispano-Americano. Le 2 mars suivant se dérouleront plusieurs tentatives de manifestation (l'une d'entre elles avec plus de trois mille personnes, selon *La Vanguardia*) où des banques sont incendiées.

On lira dans Joni D. (2014, pp. 21-22) le détail des nombreuses actions menées à Barcelone, Madrid et Valence en 1976 et 1977 par des groupes qui engagèrent toutes leurs forces dans une lutte au corps à corps : « Lorsque commença, au début des années 70, avec un très petit nombre de participants et ensuite, à partir de 1974, avec un nombre un peu plus élevé, la pratique de la lutte armée unie aux mouvements sociaux du prolétariat – et ne prétendant pas à être leur direction –, nous étions les seuls à employer cette méthode de lutte offensive en Espagne. C'était l'unique aventure possible qui nous paraissait valoir la peine que l'on tente de la vivre ; [...] la seule qu'il y ait à réaliser dans cette époque moderne ; la destruction du mode de production capitaliste. » (*In Appels de la prison de Ségovie*, 1980, p. 31).

Le 29 février à Barcelone : Dans l'église de Sant Medir, quartier de La Bordeta, se tient une assemblée semi-clandestine de 700 militants, première étape de la reconstruction de la CNT. Selon Tomás Ibañez (2007), « Tous les germes de la crise de la CNT étaient déjà présents dans cette fameuse assemblée de Sant Medir, et cette crise commença au moment même de la reconstruction. [...] Ce fut en effet la volonté de *reconstruire* l'organisation mythique qui brillait encore de sa splendeur passée, au lieu d'essayer de *construire* quelque chose à partir des exigences du présent, qui conduisit finalement la CNT à son échec ».

Mars : Des milliers d'ouvriers de l'usine Roca (fabrique de matériel sanitaire) de Gavá (Baix Llobregat, en Catalogne) se mettent en grève pendant quarante-cinq jours pour de meilleures conditions de travail et de sécurité, 8000 pesetas d'augmentation uniforme et quarante heures hebdomadaires sans réduction de salaire. Ils officialisent la rupture avec les voies légalistes du syndicalisme vertical (CNS). Leur action est boycottée par les organisations syndicales et politiques de gauche.

6 avril : Evasion de vingt-neuf détenus de la prison de Ségovie, dont Oriol Solé Sugranyes qui sera assassiné par la Guardia Civil en passant la frontière à Roncevaux (Navarre).

Avril à Perpignan : Pep rencontre Agustín Rueda Sierra, un jeune libertaire espagnol né en 1952 à Sallent,

et interclassiste. [...] Entre 1976 et 1977, le mouvement ouvrier continue à se mobiliser dans plusieurs régions d'Espagne dans divers secteurs (métallurgie, bâtiment, industrie chimique, transports publics). Ces mobilisations sont toujours organisées à partir d'assemblées souveraines et décisionnelles. L'intensité et la poursuite du cycle d'action protestataire dérange le gouvernement de Suárez dans sa volonté de normaliser le champ social afin d'engager des réformes structurelles. Pour y mettre un terme, il invite les centrales syndicales dès le mois d'août dans le but de trouver des voies de sortie à cette situation explosive. Lors de ces rencontres, le gouvernement laisse entendre qu'il souhaite geler toutes les négociations sur les conventions collectives afin de mettre un coup d'arrêt aux grèves. Contre cette voie autoritaire les CCOO répondent : « Cela pourrait créer une situation excessivement conflictuelle que nous-mêmes ne pourrions contrôler et ce jusqu'à ce que les leaders du mouvement syndical n'en puissent plus. » Pour le syndicat, la radicalisation du mouvement ouvrier s'explique en premier lieu par le degré élevé de politisation des grèves. Pour y mettre fin, les dirigeants syndicaux proposent de promulguer les libertés démocratiques, ce qui permettra de dépolitiser les protestations. »

¹¹ Voir en Annexe IV la pétition (tapuscrit) du comité de soutien de l'époque pour empêcher l'extradition vers l'Espagne de plusieurs militants condamnés en février 1976, dont Pep et Solé.

de père mineur. Il commença à travailler à l'usine à quatorze ans, et jouait beaucoup au football ; il prit alors le surnom de «Denis» en l'honneur du joueur écossais Denis Law. Agustín s'était impliqué à fond dans le conflit social surgi à la mine de Sallent en janvier 1972, et avait participé à bien d'autres manifestations de protestations locales. Il fut emprisonné une première fois à La Modelo de Barcelone¹² à la fin de cette année-là. Il y fit la connaissance d'Andrés Grima, du même âge, militant anarchiste du groupe « Autogestión Obrera » de Madrid – dont Agustín écrivit qu'il le « forma socialement et politiquement ». À sa sortie en mars 1973, il dut effectuer son service militaire dans la Marine, et il ne revint que deux fois à Sallent pour enterrer chacun de ses parents. Libéré en novembre 1975, il se retrouva isolé, surveillé par la police. Sans travail, logé chez sa soeur, il lisait beaucoup. Agustín passa en France pour la première fois au printemps 1976. Il se rapprocha des cercles de réfugiés et des milieux libertaires de Perpignan, et donc de la Librairie espagnole. Il effectua des passages clandestins de livres et pamphlets libertaires à Barcelone. Il retourna à Sallent fin 1976, mais les autorités lui rendirent la vie impossible, et il revint à Perpignan en février 1977, où il jouera dans l'équipe de football SMOC de Perpignan, entre autres.

[Voir Joni D., 2014. p. 180, où un chapitre entier lui est dédié : «Denis»].

Dans le courant de l'année¹³ : Parution du n° 1 d'*Epizooties*, bulletin épisodique rédigé de manière tournante par les diverses communautés rurales, ou par des individus en ville. Il est domicilié à Perpignan au 43 rue du Four-St-Jacques. Le premier numéro retraçait la réunion de trois jours où une cinquantaine de « marginaux ou assimilés » avaient relancé l'idée de créer une coopérative. Ce bulletin se voulait « ouvert à la fois à toutes les critiques du “système marginal” et du système social dans son entier, et au plus grand nombre d'hypothèses et d'expérimentations, assurant ainsi un rôle dynamique à l'ensemble des mouvements qui nous traversent. »

Dans la nuit du 14 au 15 juillet à Perpignan : plastiquage de la Librairie espagnole¹⁴ – où travaillait Pep¹⁵ – suivi cinq minutes après de l'explosion du local libertaire de Saint-Mathieu, où Bernard Pensiot dormait parfois. Agustín Rueda, qui vivait et travaillait toujours dans les P-O, logea un moment dans l'appartement au-dessus de la librairie. L'attentat fut revendiqué par l'AAA (Alliance apostolique anticommuniste).

Le 30 juillet : Le décret d'amnistie partielle – lu à haute voix par le roi d'Espagne – veut « promouvoir la réconciliation de tous les membres de la Nation », mais ne s'applique qu'aux prisonniers politiques et « de conscience ». Il ne concerne que les auteurs de délits et d'opinions « qui n'ont pas mis en danger la vie d'autrui »¹⁶. En outre il prescrit « toutes les responsabilités pénales pour des faits antérieurs au premier avril 1939 ».

¹² Elle fut érigée entre 1881 et 1904, en plein cœur du quartier de l'*Eixample*. Il y en eut d'autres en Espagne et dans le monde. Le terme de «Modelo» renvoie au projet «avant-gardiste» de prison panoptique inventée par le philosophe utilitariste anglais Jérémy Bentham en 1780 – considérée par Michel Foucault comme « une métaphore de la société de contrôle ».

¹³ L'équipe ayant visiblement la phobie de la datation, une trace permet de conclure que le n° 2 est paru après septembre 1976, et le 11 (et dernier n°?) courant avril 1977.

¹⁴ Cf. *Le Monde* du 17 juillet 1976 : « Attentats À Perpignan ».

¹⁵ Sur ce qu'il advint ensuite de Pep, lire Joni D., 2014, pp. 119-120. En substance : au cours des mois suivants sa sortie de la prison de Perpignan, Pep participa à un trafic international de faux chèques de voyage de la First national City Bank, organisé au niveau international par des compagnons divers – dont le maçon Lucio Urtubia à Paris et des imprimeurs militants – dans le but avancé d'alimenter les caisses des mouvements révolutionnaires. Cela l'amena aux Pays-Bas où il fut arrêté en décembre 1976, et incarcéré dans de dures conditions à Amsterdam jusqu'en janvier 1978. La police le mit alors de force dans un avion à destination de Barcelone, où il évita une nouvelle arrestation grâce à son avocat, et il se fonda aussitôt dans la clandestinité.

Au sujet de Lucio on peut lire : *Lucio, l'anarchist Fantasy ou l'esbroufe illégaliste au risque du mouvement social* de José Cisnéros diffusé par le CRAS durant l'été 2010.

¹⁶https://es.wikipedia.org/wiki/Ley_de_Amnest%C3%ADa_en_Espa%C3%B1a_de_1977#Amnist%C3%ADa_parcial_de_1976

Le 31 juillet à Madrid : Une mutinerie se déclenche à la prison de Carabanchel à l'initiative de détenus de droit commun. On la considère comme la première manifestation d'une forme d'action inaugurée par une organisation clandestine de prisonniers en voie de constitution. Le sit-in pacifique avec occupation des couloirs est attaqué par la police anti-émeutes. Après quatre heures de lutte, les prisonniers se rendent ; le jour suivant, tous sont battus et soixante-douze d'entre-eux déportés à la prison d'Ocaña.

Le 25 août : Création du **Comité de défense et d'occupation du Bourdigou**, un village de pêcheurs investi et auto-organisé par des habitants des quartiers populaires de Perpignan depuis les années 1950, rassemblant anciens et nouveaux *bordigueros* dont, entre autres, la mama Roxane Durozier, son fils Maurice, déjà engagé à l'époque dans le théâtre, Monique, Gérard Mayen et Jo Falieu, professeur défroqué. Les 500 paillottes de *sanil* (terme catalan pour la sagne, petits roseaux) et cabanons construits sur la plage entre Sainte-Marie-la-Mer et Torreilles sont menacés par les promoteurs qui commencent à les attaquer à la pelleteuse en octobre. En juin 1977, il ne restera plus de la « Commune libre du Bourdigou », qu'un petit îlot de paillotes, qui perdurera jusqu'à l'été 1978 avec force occupations, fêtes, reconstructions et affrontements avec la police. Il sera totalement détruit en avril 1979.

Le 30 octobre à Mataró : Le premier meeting de la CNT dans la salle de sport de la ville réunit environ 4000 personnes venues des quatre coins d'Espagne, et même de l'exil ; il fut présidé par la fille de Joan Peiró : https://elpais.com/diario/1976/11/02/economia/215737212_850215.html.

Ce rassemblement sera le prélude à la première grève générale en Catalogne après la mort de Franco, le 12 novembre. La Confédération comptera bientôt 300 000 affiliés.

Ariel Mélich se rendit à Mataró avec d'autres de Perpignan, dont le dénommé Sergio¹⁷. Au retour du voyage, Ariel a constaté que « Sergio » déposait des journaux et un drapeau rouge et noir à l'arrière dans la voiture, pour que ses occupants se fassent remarquer et arrêter à la frontière. Il a pensé alors que c'était un flic, d'autant qu'après ce voyage à Mataró, Sergio disparut de la circulation.

Fin de l'année : Andrès Mira Barnes [sous une fausse identité] et Concepción Martínez Seron, dite «Conchi » quittent Montpellier pour s'installer à Barcelone où vivent parents et frères du premier. Conchi est issue d'une famille de parents communistes staliniens ; sa mère et un de ces frères y vivent aussi. Ils seront rejoints par des amis « étudiants » de Montpellier d'origine espagnole. C'est ce petit réseau affinitaire de Montpelliérains qui est à la base du groupe de Barcelone. (cf. Rappe, 2021, p. 58.)

[Voir dans cette même rubrique notre texte sur Andrès Mira].

Miguel Ángel Moreno Patiño, dit Miguelito ou « Le Suisse » s'installe aussi à Barcelone et rejoint le même groupe. Il avait effectué en 1974 dix mois de prison à la Santé pour détention d'armes, dans le cadre de la solidarité active avec les membres du MIL et des GARI.

À la fin de l'année 1976, il sera arrêté en Suède pour avoir tenté d'écouler des traveaux – dans les mêmes conditions que Pep Palau. En novembre 1977, il sera extradé de Suède vers l'Espagne. Arrêté à son arrivée, il effectuera un mois de prison.

Le 8 novembre à Gavá : Après l'impressionnant galop d'essai de mars, les 4800 ouvriers de l'entreprise Roca – sur 6000 en comptant les succursales – organisés sur le mode « assembléiste » lancent un vaste mouvement de grève reconductible qui durera jusqu'au 11 février 1977.

Auparavant en juillet, quarante-trois délégués désignés par les assemblées avaient élu un comité de quinze ouvriers chargés d'élaborer une plate-forme unitaire, réduite courant octobre à vingt-quatre points – un ensemble de revendications dont la reconnaissance de leurs propres délégués, devenus soixante entre-temps, révocables à tout moment – pour faciliter les négociations de septembre, que le patronat rompt le 28 octobre. La grève démarre après le licenciement d'un délégué le 8 novembre.

« Ainsi commença un processus de rupture syndicale et de rejet de la CNS. À partir de là, le processus d'auto-organisation est enclenché ». L'organisation d'usine devient l'organisation active de la grève. Le 9 novembre les grévistes sont délogés de l'usine et chargés par la garde civile. Ils se défendent et érigent des barricades sur le parking. Tout au long du mouvement, des maisons ouvrières sont mitraillées, des bombes y sont déposées, des enfants molestés, la population est gazée, des grévistes licenciés, arrêtés,

¹⁷

Voir sa photo en annexe VIII (Fonds Henri Mélich).

tabassés et emprisonnés. Des assemblées se tiennent dans les villages ou dans la montagne. Pour élargir le combat, le 12 janvier 1977 les ouvriers lancent un appel à la grève générale dans toute la province avec la « proclamation d'assemblées dans tous les centres de travail et dans tous les villages. » Mais ils n'arriveront pas à briser l'isolement.

« Aux bagarres incessantes aux portes de l'usine, aux arrestations *etc.* répond, malgré toutes les tentatives syndicales et jusqu'au bout de la lutte, une affirmation constante du pouvoir de décision de l'assemblée. Celle-ci décide la reprise – sans représailles ni sanctions – le 11 février 1977. [...] Si la CNT essaie de “populariser” la grève et d'organiser la solidarité, [...], les CCOO dénonceront constamment les ouvriers de Roca comme des “radicaux irresponsables” et organiseront un boycott actif pour isoler la lutte. » *In* Cajo Brendel et Henri Simon, 1979, pp. 87-88.

« Cette lutte est considérée comme l'une des plus significatives des années de la transition en Espagne, pas tant pour la dureté du conflit, 4700 ouvriers en grève pendant 95 jours, [...] qu'à cause du degré élevé d'auto-organisation atteint [...] avec l'assemblée comme moyen de démocratie directe. » *In* *Asalto a la fábrica*, 2002 : http://ejercitonegro.blogspot.com/2008/07/la-huelga-de-roca-1976_28.html.

Le mouvement sera activement soutenu à Perpignan par le Collectif d'entraide libertaire.

Le 12 novembre : « Les principales centrales syndicales [CCOO, UGT, USO] comprennent qu'elles se font déborder sur leur gauche par les fractions révolutionnaires et assembléistes du mouvement ouvrier lors de conflits à l'échelle régionale ou locale. Dès lors, malgré leur concurrence et leur volonté d'hégémonie dans le nouveau champ syndical en construction, elles s'unissent au sein d'une même structure, la **Coordination des organisations syndicales** (COS), pour construire une mobilisation nationale. [...] La grève générale de 24 heures lancée par la COS le 12 novembre, avec pour seul mot d'ordre le retrait du décret [gouvernemental qui attaque les droits des travailleurs], constitue une rupture avec les mobilisations du début de l'année. Elle permet de montrer au pouvoir que les centrales sont à la tête du mouvement ouvrier, ce dernier se montrant discipliné et convertible en force de pression aux mains de l'opposition, dans le cadre des négociations avec le gouvernement franquiste ». Dolidier, 2020.

Décembre : Avec la participation de membres du MEC, se constitue **l'Association Solidarité** animant une coopérative-groupements d'achats, sise dans un local d'environ 200 m² loué au 17 bis rue Paulin-Testory. Des travaux furent solidairement assurés par des artisans anarchistes tels José Pobla, Esteban Ballester et bien d'autres. Tous les samedis, dans une belle ambiance, les agriculteurs amis et les copains des communautés agricoles de l'arrière-pays apportaient leurs produits en vente directe: la communauté anarchiste de Las Carboneras avec Richard Ibañez (†) Paulo Gérard, Nando ; la collectivité du Mas Villalte avec Antoine, Michel, Daniel, Monique, François Thirion (†) ; les collectifs de Marcevol avec Xavier, Sophie (†), Patrick, Sabine et Louis ; de Malabrac avec les frères Régéné.

Fin décembre : Après le retour à Carabanchel des prisonniers déportés fin juillet, la résistance organisée se donne un nom : **Coordinación de Presos En Lucha (COPEL)**. Elle rassemble prisonniers politiques et « droits communs », dits « sociaux¹⁸ ». Elle avance des revendications précises : amnistie générale, abolition des lois spéciales et des règlements du régime franquiste, épuration des tribunaux de tous les officiels du franquisme, contrôle des prisons par des comités populaires, abrogation du régime cellulaire et des ateliers, un nouveau code pénal *etc.*

En quelques mois les révoltés diffuseront des brochures à l'extérieur de la prison, exigeant un statut légal pour la COPEL, laquelle multipliera les actions dans les principales prisons espagnoles : mutineries, grèves dans les ateliers, incendies de cellules, auto-organisation collective, grèves de la faim, menaces de suicide collectif, automutilations, évasions par des souterrains et tunnels.

¹⁸ Notons que cette appellation datait du début du XX^e siècle et recouvrait une résonance spéciale en Espagne. Elle renvoyait à « une frange de la population carcérale de droit commun correspondant à [des] militants [anarchistes], sans compter ceux dont les délits ou les crimes n'étaient pas politiquement motivés, mais qui appartenaient à des secteurs proches des milieux libertaires ou sensibles à leur discours de révolte et de “reprise individuelle”. » *In* Godicheau François, « Répression politique, mobilisation politique et violence dans une institution pénale : la Cárcel Modelo de Barcelone pendant la guerre civile espagnole », 2004. Voir la suite *in* Les Giménologues, *A Zaragoza o al charco*, L'Insomniaque, 2016, p. 369.

Fin 1976 : La librairie **Le Futur antérieur** ouvre ses portes rue Grande-La-Réal. Elle déménagera un an après à la rue du Théâtre, avec un nouveau collectif de dix-huit personnes tant issues de la mouvance militante de Perpignan que de communautés de l'arrière-pays (Marcevol, Mas Villalte...). Elle deviendra l'un des endroits relais d'une effervescence activiste qui durera environ deux ans contre les mines d'uranium d'Ille-sur-Têt, le barrage de Vinça, la bétonisation côtière et la destruction du village du Bourdigou.

1977

Le 24 janvier se produit à Madrid la « boucherie d'Atocha » : un groupe d'extrême-droite attaque un cabinet d'avocats du travail liés au PCE, et en tue froidement cinq. Les auteurs furent rapidement arrêtés, puis jugés – un seul sur quatre accomplira sa peine jusqu'au bout. Les « groupes extrémistes » et la violence furent unanimement condamnés par les partisans de la démocratie consensuelle, ce qui laissait présager de futurs coups assésés à « l'extrême-gauche » extra-parlementaire.

Le 27 janvier : Arrestation de Noël Gendron, insoumis total (il refusait le statut d'objecteur) depuis 1974, installé dans les P-O depuis 1972. Il avait rejoint une année durant des amis¹⁹ au Mas du Puig au-dessus de Maçanet de Cabrenys, en Espagne, du vivant de Franco. Á la caserne de Reully, Noël fera la connaissance d'un autre insoumis récemment arrêté, Jacques Berton, militant antimilitariste parisien. Ils sont tous deux incarcérés à Fresnes et commencent une grève de la faim qui durera vingt-six jours ; elle se terminera victorieusement. Ils sortent du secteur «hôpital» de la prison de Fresnes le 2 mars 1977. Ils se perdront de vue après leur libération.

Le 28 janvier : Un meeting et une soirée-débat au Cinématographe, cinéma d'art et d'essai de Perpignan, se succèdent en soutien aux grévistes de l'usine Roca qui ont lancé un appel à la grève générale le 12 janvier dans toute la Catalogne²⁰. La soirée fut préparée le 22 du mois lors d'une réunion à la Librairie Espagnole²¹, visiblement en partie réparée (*cf.* Rappe, 2021, p. 46). Agustín Rueda participe aux différentes actions de solidarité avec les grévistes organisées par le milieu libertaire des P-O.

La solidarité envers les travailleurs de la Roca se manifeste aussi dans d'autres villes en France : Toulouse, Paris, Arles (voir le dossier Roca dans les archives du CRAS avec affiches et journaux tels *Basta, Espoir...*).

Le 30 janvier à Barcelone : « Après la “boucherie d'Atocha” [...] des mesures de précaution furent prises et on annula des rencontres et des réunions publiques de propagande. [...] Le 30 janvier tout explose à nouveau (nous pensions que les responsables de la FAI repousseraient leur réunion, mais nous nous trompions) : un déploiement médiatique commença ce jour-là contre l'anarchisme », écrit Luís Andrés Edo (2006, pp. 268-269)

Ce dimanche à 13 heures, la police surgit dans un restaurant populaire où se tient une réunion de la FAI catalane, et arrête cinquante-trois personnes (dont des Français, des Italiens et des Portugais). Les réunions politiques secrètes étaient habituelles à cette époque, et la police en était informée, sans forcément intervenir. Mais celle-ci fut présentée comme une tentative de fondation d'une organisation terroriste. La CNT organisa dès le lendemain le soutien des détenus qui étaient en train d'être torturés.

Selon Floros (2014, p. 400, note 17), la FAI ne fut jamais puissante pendant la Transition. La fondation des groupes de la FAI s'appuyait sur celle de l'exil. La section espagnole de la FAI aura du mal à organiser son congrès en décembre 1978 avec tout juste soixante délégations. Elle avait donc peu d'influence, mais la « valeur historique de son nom » agissait toujours, et la police s'en servira pour mettre en œuvre ses provocations.

¹⁹ Dont Joseph Roussel dit «Cadet», fondateur de la revue *Cosmose* en mars 1976, sa compagne Dominique ainsi que Bernard Blangenois, auteur d'*Une saison espagnole* (sur la vie au Mas du Puig), édition Limonaire, 1977.

²⁰ In « Roca. Les ouvriers prennent la parole », Textes des protagonistes de fin 1976-début 1977 rassemblés et traduits en français. Perpignan 1977.

²¹ Voir en annexe IX un document des RG (issu des archives départementales des PO) fourni par David Rappe (2021, p. 166).

Première semaine de février : Deuxième temps de la provocation policière aux dépens de la FAI avec l'arrestation du groupe de Murcia comprenant celui-là même qui les avait piégés. Car les cinq anarchistes embarqués ce jour-là étaient en possession d'armes et de munitions fournies par un *confidente* (indicateur rétribué) au service de la Brigade politico-sociale : Joaquín Gambín, surnommé *El Grillo* – «Le Grillon». « Joaquín Gambín Hernández naît en 1929. En 1946 il commence sa carrière dans les prisons espagnoles où il entre et sort fréquemment, accusé de vols et d'attaques. Au cours de ses diverses réclusions, il a toujours d'excellents rapports avec les directeurs et les gardiens, qu'il informe. [...] Pendant la transition [...] utilisant son âge, ses informations et son expérience, Gambín se présente aux jeunes anarchistes comme un guérillero de l'époque précédente, leur offrant armes et explosifs.» In Floros (*ibid.*, note 18). Le remettre en prison, cette fois pour délit politique, était l'une des façons de l'intégrer dans le milieu libertaire. Mais à La Modelo, certains connaissent son parcours. Par l'intermédiaire de sa sœur, l'activiste Josep Illamola fait savoir à Luís Andrés Edo du Comité Régional de la CNT que *El Grillo* est un *confidente* de la BPS.

Toutefois « Il semble que malgré les tentatives de Edo pour informer les responsables des organisations libertaires et démasquer le *confidente* aux yeux des militants, personne ne fit rien pour l'écarter du mouvement », commente Joni. D. (2014, p. 237).

Dans son livre (2006, pp. 271-273), Edo écrit qu'il a reçu le message au sujet du *Grillo* de la part de la sœur d'un prisonnier, et qu'il se renseigne rapidement auprès de Miguel García qu'il rencontre à Paris. Ce dernier lui confirme que Gambín – qu'il a connu en prison en 1959, précise Alcalde (2008) – est bien un mouchard [*chivato de la policía*]. Edo en informe alors Gómez Casas, le secrétaire général du comité national de la CNT, lequel transmet au secrétariat péninsulaire de la FAI, à charge pour ce dernier de prendre des « décisions opportunes ». Edo fait valoir à Gómez Casas que Gambín était aussi affilié à la CNT *Oficios varios* [métiers divers] de la Fédération locale de Murcia, et conclut : « Nous surveillerons son comportement quand il sortira de prison pour vérifier si la FAI a pris des mesures, et si nous voyons qu'il continue à être affilié, alors il faudra en informer la Fédération locale. »

Le 13 février à Perpignan : Dans le cadre de l'association Solidarité, le **Comité de soutien aux insoumis** organise une manifestation carnavalesque dans le centre ville, et occupe le Bureau de recrutement de l'armée – ce sera ensuite le tour de la direction de *L'Indépendant* le 18 février. Le comité appelle à une conférence publique pour le 23 février. Mais, au jour dit, le quartier est entièrement bouclé par la police ; le Comité se rabat alors sur une manifestation avec distribution d'un tract dénonçant l'impossibilité de tenir la conférence. Agustín Rueda participa à cette action (la photo de lui que nous avons date de cette manifestation).

Le 17 février à Madrid : Conférence de presse de la CNT

Après la très dure répression de la grève de la faim collective engagée par 300 prisonniers, le premier acte public de solidarité avec la COPEL se concrétisera en mars 1977, lors d'un meeting à la Faculté des Sciences de l'Université de Madrid, avec la participation de 500 personnes (familles, amis et ex-prisonniers). Plus d'une centaine d'intellectuels signent une déclaration publique de solidarité avec les prisonniers, donnant leur plein soutien aux revendications de la COPEL²².

Des anarchistes soutiendront la révolte des prisonniers en 1977 et 1978 de diverses manières : lancers de cocktails contre des banques, incendie de deux wagons de métro, poses d'explosifs sur des voies ferrées.

Le 2 mars à Madrid : Une réunion eurocommuniste est autorisée. Le PCE est désormais reconnu *de facto* en Espagne et exerce ses activités au grand jour.

Le 14 mars : deux décrets-lois élargissent l'amnistie de juillet 1976 concernant les délits commis jusqu'au 15 décembre 1976. Selon *El País*, il y avait à ce moment-là « 89 prisonniers politiques dont 53 membres des GRAPO, 23 de la ETA, 12 du FRAP, 9 du Partido Comunista de España – Internacional – (PCEI), 4

²² Sur la COPEL, entre autres sources, voir *De l'anti-franquisme à l'après franquisme : illusions politiques et lutte de classe*, Brendel et Simon, pp. 151 à 158.

du Front d'Alliberament Catalá (FAC) et 16 anarchistes (dont certains membres de la CNT) » : https://elpais.com/diario/1977/10/15/espana/245718003_850215.html.

Le 27 mars à San Sebastián de los Reyes (Madrid) dans les arènes : tenue du premier grand meeting national de la CNT, après quarante ans de dictature franquiste. Un formidable déploiement de banderoles, de drapeaux, de slogans, de chansons, rassemble de 25 à 30 000 personnes.

Le 28 avril : Légalisation officielle des centrales syndicales en Espagne, dont la CNT, qui ouvre grand ses locaux et entame sa reconstruction au grand jour.

Le 25 mai Toulouse : Michel Camilleri, Jean-Marc Rouillan et Mario Inès Torres, les trois derniers emprisonnés ayant participé aux interventions signées GARI sont libérés sous contrôle judiciaire.

15 juin : Premières élections libres en Espagne : Adolfo Suarez, franquiste recyclé dans la Unión del Centro Democrático forme un gouvernement.

Le 2 juillet à Barcelone : Premier grand meeting libertaire légal dans le parc de Montjuic, (150 à 200 000 personnes y assistent).

Juillet : Réouverture de la Librairie espagnole rachetée par Eduardo Solé quelques mois après l'attentat²³ : « Celle-ci retrouve son rôle comme point de repère pour tout passant, pour l'achat de textes et de propagande anarchiste et obtenir toutes les publications qui sont encore interdites en Espagne. Et c'est ainsi que nous entrons en contact avec lui. [...] Je fréquente la librairie et je maintiens des relations avec ceux que je connais et des personnes qui vont et qui viennent des deux côtés de la frontière²⁴. Je suppose que pendant l'une de ces conversations dans la librairie commença à prendre corps l'idée d'accumuler du matériel explosif. [...] Matériel qui était gardé aussi bien à la librairie que chez moi. [...] Nous nous méfions de Solé [...] À l'époque nous ne connaissions pas son parcours, mais nous avons analysé que son implication était tellement engagée qu'il ne pouvait pas nous dénoncer, ou du moins qu'il ne le ferait pas pendant notre dernier passage de frontière. Mais nous nous sommes trompés sur nos diverses hypothèses », écrivait Simon Fernández dans les années 1990 (*In Miguel Moreno, 1998*).

Le 18 juillet : À l'instigation de la COPEL un mouvement général de mutinerie démarre dans treize prisons, se propage dans quarante. Dans ce contexte se produit la première automutilation collective.

Du 22 au 25 juillet à Barcelone : La CNT organise les journées libertaires internationales au parc Güell et dans de nombreuses salles et cinémas de la ville. Plus 600 000 personnes y participent. Malgré ce déploiement de puissance, Bernard Pensirot et Henri Mélich estimaient que le renouveau la CNT n'était pas à la hauteur des attentes. (Voir Rappe, 2021, pp. 51-55)

Fin août à Perpignan : René A., militant CNT de l'exil est interpellé par Solé en passant devant la

²³ Selon Henri Mélich (2014, pp. 176-177) Solé a payé une partie de la somme le jour de l'achat avec un chèque de banque qui n'était pas à son nom, avec la signature d'un directeur du Banco de Bilbao – qui s'avèrera par la suite être un agent de la police espagnole. Le reste devait suivre sous forme de traites : « Un jour, alors que je venais récupérer une traite, Eduardo me lança : “Je ne te donnerai plus rien, quelqu'un est venu me voir en disant que tu m'accusais d'être un indic.” Il avait raison. Avec plusieurs personnes on écrivait un article sur la manière dont on fabriquait des délateurs, et nous citions entre autres Eduardo Solé, José Juan [Gómez] et Gambin. » On suppose qu'il s'agit de l'article qui paraîtra dans *Interviú* n° 110 en juin 1978 (Voir la version française in *Sari-Espagne, 1978*).

Notre commentaire : Si l'on suit Henri, l'idée de l'article aurait germé avant février 1978, ce qui indique que les trois indicateurs infiltrés dans le MLE en question étaient déjà bien identifiés comme tels, mais qu'ils continueront pourtant à lourdement sévir des deux côtés des Pyrénées. Mais peut-être Henri se trompe-t-il dans la datation.

²⁴ [David Rappe (2021, p. 87) précise que Solé avait à deux reprises proposé au groupe des passages de propagande, et que les personnes impliquées avaient remarqué dès lors être suivies en Espagne].

Librairie espagnole à Perpignan. Celui-ci lui demande de lui indiquer qui est le véritable «patron» de la FAI en Catalogne. Soupçonneux, René ne lui répond pas ; alors Solé lui signale qu'il peut fournir 100 kg de dynamite. Dans la foulée, René décide d'aller prévenir Luís Andrés Edo à Barcelone que Solé est vraisemblablement un *confidente* de la Guardia Civil. Edo en est convaincu y voyant un moyen pour le gouvernement de criminaliser le mouvement libertaire. Il informe René qu'il va en rendre compte aux instances concernées, ajoutant qu'il dise à Solé qu'il ne l'avait pas vu, et qu'il n'ébruie pas l'information. Discipliné, René A. s'en tiendra là à son retour à Perpignan. [Témoignage communiqué à Daniel au cours de l'été 2021, à Perpignan]

Mais dans ses mémoires, Edo écrira : « Fin août 1977 se présente au siège de Comité Regional un vieux compagnon exilé en France (Perpignan) qui veut me parler à part. [...] Avec une enviable ingénuité il me dit “Eduardo Solé met à Perpignan 100 kg de cartouches de dynamite à votre disposition.” » Or, écrit Edo, « mon problème était de savoir de quelle manière j'allais expliquer à ce vieux militant, pour ne pas heurter son ingénuité et son honnêteté, que Soler était ni plus ni moins qu'un *confidente* de la Guardia Civil. Mais je lui dis : “Toi tu ne m'as pas vu, et donc tu ne m'as pas passé le message. De toutes manières, à partir de maintenant fais en sorte de l'éviter [Soler], et informe tous les compagnons en relation avec lui de qui il est. ”»²⁵

Donc les deux versions ne coïncident pas tout à fait. Dans tous les cas, force est de constater que malgré toutes ces informations, il ne fut pas décidé de neutraliser les agissements de Solé à Perpignan en le dénonçant publiquement. Ou alors ceux qui auraient voulu le faire ont échoué.

Toujours dans ses mémoires, Edo ajoute qu'il demanda aussitôt au secrétaire général de la CNT – Enric Marco Batlle²⁶ – de convoquer une réunion urgente du CR, « de façon la plus discrète possible ». Elle se tint le jour même et Edo commença par déclarer : « Nous venons d'être l'objet d'une provocation. »

Il dressa alors un résumé du parcours du « *bombista* Eduardo Soler », arrivé à Perpignan à l'automne 1973, ce qui coïncidait « avec le fait que l'activité des services policiers se polarisait sur le MIL avec l'arrestation de certains de ses militants dont Perpignan était la base arrière ²⁷ ». En 1976, Soler fit exploser une tribune dressée sur la plage d'Argelès-sur-Mer où devait se tenir le lendemain un meeting de Santiago Carrillo. Edo lui attribue en 1977 la pose « d'un explosif dans la Librairie libertaire de Perpignan (tenue par le *compañero* Enric Melich). » (*Ibid.*)

Là encore, on ne peut que questionner : si Edo était déjà convaincu en août 1977 que Solé avait fait sauter la librairie et que c'était un infiltré, pourquoi ne l'a-t-il pas fait savoir *urbi et orbi* ? Il n'en dit rien dans ses mémoires.

Le 31 août : La réforme du règlement des prisons est publiée. Derrière les belles paroles sur le respect des droits des prisonniers, apparaît la tentative de briser la solidarité entre ces derniers. Elle entretient l'illusion que la réhabilitation et les privilèges de quelques-uns deviendront les droits de chacun dans la

²⁵ In le chapitre « Eduardo Soler, el Gambín catalán » de son livre *La CNT en la encrucijada*, 2006, pp. 288-289. La référence à cette même scène – avec une date légèrement différente – avait déjà paru dans *Interviú* n° 110 de juin 1978. On dispose de la traduction en français : « Comment on fabrique un “mouchard” » in *SARI-Espagne*, n° 9, juillet 1978 : « À la mi-septembre 1977, un homme se présente au Comité régional de Catalogne de la CNT et offre à Luis Edo, de la part d'Edouard Solé, 150 kg de dynamite. “La manœuvre était claire – explique Edo aujourd'hui – l'objectif était d'impliquer tout le CR de Catalogne” ». Cette version résumée prête à confusion quant au rôle joué par « l'homme » en question.

²⁶ Qui se faisait appeler Enrique Marcos à cette époque de sa vie jalonnée « d'impostures » de toutes sortes, qui furent dénoncées en 2005, entre autres par [Javier Cercas](#) dans son livre *L'Imposteur*, paru en 2015 chez Actes Sud. L'activité publique connue de Marcos commença pendant la Transition, où il milita à la CNT dont il réussit à devenir le secrétaire général de la Fédération catalane en 1977, puis secrétaire général au niveau national en avril 1978, jusqu'au V^e Congrès de décembre 1979. Il sera expulsé de la CNT en 1980 en même temps que le courant « possibiliste » dont il était l'un des animateurs.

²⁷ Commentaire de Marinus en 2021 : « Perpignan n'était que l'une des bases-arrières du MIL ; c'est surtout à Toulouse, quand ils n'étaient pas en Catalogne, que la plupart vivaient, notamment ceux du MIL/GAC [Groupes Autonomes de Combat]. Après les arrestations en Catalogne en septembre 1973, c'est à Toulouse que se retrouvent les rescapés de l'ex-MIL. [...] Les années suivantes, la solidarité à l'égard des emprisonnés libertaires (autonomes) en Espagne dépassait le cadre de la région perpignanaise. Elle se prolongera en 1979 et jusqu'à la libération de ceux de Madrid et Barcelone. »

mesure où ils renient la COPEL.

En outre, la « *ley de peligrosidad social* » de 1970 est maintenue : elle rend possible de réinterner comme « dangers sociaux » les détenus qui sont relâchés, mais qui ne retrouvent pas de travail. Il s'agit d'une nouvelle mouture de la « *Ley de vagos y maleantes* » conçue sous la Seconde république²⁸.

Le 28 septembre : Première et importante grève des pompistes à Barcelone, convoquée par l'Assemblée des travailleurs des stations-services [*Gasolineras*], composée d'affiliés majoritairement de la CNT, et de quelques-uns de l'UGT et des CCOO²⁹. Une plateforme revendicative de convention pour la province rédigée et approuvée par l'Assemblée en août 1977 demande un salaire journalier de 1000 pesetas – au lieu des 458 en cours. Des négociations commencent mais le patronat ne veut pas dépasser 700 pesetas. La grève repart alors le 21 octobre : elle touche 2300 travailleurs et 90% de de la province. Seule la CNT l'appuie. Le 26, le patronat cède à 881 pesetas, et les accords sont applicables jusqu'au 1er juillet 1978. La presse catalane parle d'un triomphe des pompistes. Source : <https://taxi.cnt.cat/associacio/article/6196>. Ce mouvement s'inscrit dans une conjoncture favorable à l'expression de revendications ouvrières pas encore « corsetées, notamment en Catalogne.

Le 15 octobre : Dans un esprit de « réconciliation nationale » une amnistie générale amplifiée est adoptée par les députés espagnols pour les « faits et délits politiques commis avant le 15 décembre 1976 ». L'article second précise que cela concerne « les délits de rébellion et de sédition, relevant du Code de justice militaire », ainsi que les « délits commis par les autorités, fonctionnaires et agents de l'ordre public ». Il s'agit là d'une auto-amnistie de l'appareil d'État et de la mise en place d'un véritable « pacte de l'oubli » interdisant toute enquête sur les exactions du franquisme.

Joaquín Gambín profitera de l'amnistie. Deux jours après sa sortie de prison, il réussit à réintégrer la CNT de Murcia malgré la dénonciation dont il avait fait, en principe, l'objet, auprès de cette dernière de la part de Edo (2006, p. 273). Cela aura bientôt de très lourdes conséquences pour la CNT, car cet homme de cinquante ans surnommé désormais le « *Viejo Anarquista* » manipulera de jeunes libertaires barcelonais, séduits par sa présumée expérience. Voir le récit très précis de l'une de ses « victimes » : Javier Cañadas (2008, pp. 28-67).

Pour mieux approcher les conditions dans lesquelles des infiltrés ont eu des coudées franches à ce moment-là, il est intéressant de prendre en compte ce qu'écrit Juan Alcalde : « En 76-77, la CNT a commencé à se structurer : création de syndicats et de diverses sections syndicales, mais de façon très "artisanale". Dans de nombreux endroits, il n'y avait même pas de *carnets*. Dans d'autres, ils ont été distribués avec une joie extrême (Catalogne). [...] Il était très facile de prétendre être membre de la CNT à l'époque. Les cartes ont été distribuées comme des "churros" [documents sommaires] sans même vérifier si ceux qui étaient affiliés travaillaient. Les services de sécurité ont donné l'ordre à leurs informateurs de rejoindre la CNT. J'en suis sûr, car à Madrid, lorsque nous avons découvert certains d'entre eux, et après avoir "parlé" avec eux, ils nous l'ont confirmé. » (*In* courriel du 9 mars 2021 aux rédacteurs de cette chronologie).

En octobre à Barcelone : Edo constate que *El Grillo* est installé « comme chez lui » à la Fédération locale de Murcia. Il en informe le secrétaire général, et conclut à la « négligence de la FAI » car, écrit-il dans ses mémoires (*ibid.* p. 299), « On ne peut expliquer comment Gambín revient à Barcelone le 11 janvier 1978, accompagné d'Antonio Marfil, secrétaire général de la FAI de Murcie ! [...] Marfil, ne savait rien ; le comité péninsulaire de la FAI ne lui avait pas dit que Gambín était un *confidente* ».

²⁸ La loi sur « les fainéants et les malfaiteurs » du Code pénal espagnol date du 4 août 1933, et porte sur le traitement des vagabonds, nomades, vendeurs ambulants, proxénètes et tout autre groupe considéré comme antisocial. Elle a été modifiée en 1954 pour réprimer également les homosexuels, puis remplacée en 1970 par la loi sur la « dangerosité et la réhabilitation sociale ».

²⁹ « Contrairement aux CC.OO, qui s'appuient sur leur héritage assembléiste et gardent une posture de syndicat de lutte, l'Union générale des travailleurs (UGT), quasi-groupusculaire en 1976, parvient rapidement à devenir la seconde force espagnole grâce à l'aide financière du SPD allemand et de la puissante fondation Ebert. Ce soutien financier et logistique leur permet de concurrencer les CC.OO et de construire une stratégie basée sur une collaboration étroite avec le patronat. » Dolidier, 2020.

Mais l'attitude de la CNT elle-même pose question : si l'on en croit *El Pais* du 17 novembre 1983, qui récapitule le parcours de Gambín, l'avocat murcien de la CNT Emilio Botía avait intercédé en vue de l'amnistie prochaine auprès du juge Gómez Chaparro pour la libération de militants cénétistes, dont *El Grillo* – au grand étonnement d'ailleurs dudit magistrat. Alcalde (2008, chapitre IV) va même plus loin : « Le CR de Catalogne et le CN de la CNT, alors à Madrid, rédigèrent en 1977 un communiqué de soutien à Gambín. Et des mois plus tard, à Murcia, la CNT locale décida de lui attribuer un carnet syndical malgré l'opposition des militants les plus connus. L'avocat de la CNT murcienne de l'époque Emilio Botía assurait "qu'à Madrid on a conservé copie de ces documents." »

Le 19 octobre : Un article de *L'Indépendant du Midi* titre : « Trafic d'explosif entre Perpignan et l'Espagne ». Il ne mentionne pas les noms des « trois hommes lourdement chargés, qui venaient de passer en Espagne par le col de Banyuls ». Effectivement, le 16 octobre, lors d'un passage de matériel vers l'Espagne, les camarades libertaires espagnols Agustín Rueda et Simon Fernández sont arrêtés au col de Banyuls par la police espagnole à 6 heures du matin. Eduardo Solé, initiateur de l'opération, les accompagnait, en possession d'un fusil de chasse. De retour à Perpignan, il donne l'alerte auprès des libertaires : ils sont tombés dans une embuscade et lui seul en a échappé. Le trio était visiblement attendu. Non seulement le constat d'une infiltration policière dans le milieu libertaire perpignanais s'imposait, mais encore tout désignait Eduardo Solé – on apprendra plus tard qu'il avait tiré un coup de feu en l'air pour prévenir les gardes civils de leur arrivée. Et pourtant, même après cette affaire, il continuera à sévir, et ce jusqu'en février 1978³⁰. Edo déplorera dans son ouvrage en 2006 (p. 288), que « l'irresponsabilité militante de certains représentants de la CNT aboutit à la lamentable détention d'Agustín Rueda ».

Le 25 octobre : Officialisation en Espagne des « Pactes sociaux de La Moncloa » accompagnant la « transition démocratique », signés par l'ensemble des forces politiques et syndicales espagnoles. Il s'agit d'un plan d'assainissement économique avec restructuration de secteurs industriels en crise, et de « réduction de la conflictualité sociale ». La CNT, qui parle pour sa part de « transaction "démocratique" », refuse de les parapher. Elle appelle à boycotter les élections syndicales et organise de massives manifestations en Catalogne ; mais bientôt elle se retrouvera seule. Le gouvernement s'attachera tout particulièrement à casser cette résistance. Le ministre de l'Intérieur Martín Villa déclarera : « Il faut en finir avec la montée de l'anarchisme en Espagne, aucune amnistie ne sera accordée dorénavant. » S'ensuivra une vague d'arrestations arbitraires dans les lieux publics, les cafés, les rues : 250 à Madrid, 177 à Barcelone, d'autres à Valence, Málaga...

Novembre à Perpignan : Première émission de « la première radio pirate en pays catalan » : « **Radio par la racine** »³¹, animée par Bernard Pensiot, Anne, Pierre et, de temps en temps, par Victor Simal. L'émission sur le Comité de soldats du 24^e RIMA servira de motif à la police pour perquisitionner la librairie Le Futur Antérieur, deux mois plus tard.

Du 28 novembre au 1^{er} décembre : Face à plusieurs centaines de gardes mobiles et sous des chutes de neige précoces, plus de 150 personnes occupent jour et nuit le hameau de Malabrac au-dessus de Caudiès-de-Fenouillèdes pour empêcher l'expulsion des fermiers en place depuis 1974 (avec Aurélien Azinala (†) et Gisèle à Aigues-Bonnes, en base arrière), et gagner ainsi le bénéfice de l'hiver légal non-expulsable. Ce sera la victoire des « Maquisards de la neige » (*dixit Libération* sur une pleine page), certes provisoire, mais aussi un grand moment de convergence des luttes locales. Cette action rassemblait des néo-ruraux de

³⁰ Sur les circonstances précises de l'arrestation au col de Banyuls voir S. Fernández in M. Moreno, 1998.

³¹ « Cette station est l'unique exemple de la catégorie nommée « radio-tract » dans la classification des émetteurs libres européens. Telle une feuille idéologique distribuée dans la rue, elle a obéi au monde des idées, sur des sujets précis, sans dispersion. Illégale et politique, Radio par la racine a émis sur la fréquence 96.00 depuis les communes d'Ille-sur-Têt et Perpignan à partir de novembre 1977, jusqu'en 1978. Lors de sa première semaine de diffusion, Radio par la racine a diffusé quatre émissions de 30 minutes, dans l'une et l'autre des deux communes. [...] Sa première séquence était consacrée à la récente marche antinucléaire, opposée à la création d'une mine d'uranium en Roussillon. La deuxième s'est penchée sur le phénomène des radios libres. Une autre, le 11 novembre 1977, date anniversaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale, vantait l'antimilitarisme. »

Source : <https://www.facebook.com/Radio80PaysCatalan/posts/331069900870512/>

l'arrière-pays, y compris d'Ariège avec la communauté de Sarrat-d'Uscla, au-dessus de Foix, des militants libertaires, des pro-situs de l'Internationale nexialiste, d'anciens soutiens du MIL et des militants d'extrême-gauche de Perpignan. On y vit aussi des catalanistes et des syndicalistes agricoles (de la tendance Paysans-Travailleurs et du Syndicat des fermiers et métayers de la FNSEA, ainsi que du MODEF).

Décembre à Perpignan : Dans le cadre de l'association Solidarité apparaît le **Comité anti-répression** (CAR), à partir de l'affaire Klaus Croissant, avocat de la RAF extradé en Allemagne en novembre. Il sera logé avec les autres comités rue Paulin-Testory.

À la même période se crée l'**Institut de développement des ressources renouvelables** de Corbères-les-Cabanès, auquel participent certaines communautés de l'arrière-pays, et certains membres du MEC (Franck, Nando, Yves Coléno, et d'autres).

Fin de l'année à Perpignan : L'imprimerie discrète installée par les frères Solé Sugranyes, membres de l'ex-MIL, ayant fermé, une nouvelle imprimerie militante, **Intermittences**, démarre ses activités au 24 de la rue Arago, dans le quartier Saint-Mathieu. Elle est mise à la disposition de toutes les forces politiques et associatives. Elle est animée par Victor Simal, Antonio, Pierre et d'autres compagnons.

Fin 1977 : Une proposition des groupes de Madrid fut discutée : « Trois activistes se déplacèrent à Madrid pour réaliser un attentat contre Arias Navarro, le dernier Premier ministre de la Dictature. Un activiste madrilène trouva par hasard l'adresse de sa résidence et l'information arriva aux oreilles d'anciens membres du MIL via Pepe, activiste madrilène qui à ce moment-là vivait à Paris. Les anciens membres du MIL tinrent une réunion près de Toulouse pour évaluer l'opportunité de l'action et ses possibles répercussions. Et, après deux jours d'intenses débats, ils décidèrent de s'y associer. Un groupe de trois activistes devait réaliser l'action [...] avec l'appui du groupe de Madrid. [...] Mais ils devront y renoncer après la chute du groupe du "Moro" à Barcelone, et la désarticulation de celui de Madrid. » (Joni D., 2014, p. 272).

1978

Barcelone, Madrid, Valence : « À partir de 1978, leur propre dynamique de confrontation directe [...] obligea [la deuxième fournée de jeunes autonomes] [...] à se concentrer sur la lutte au quotidien : au début de 1978 l'action des délateurs et infiltrés provoqua des "chutes" en séries qui les obligèrent à renforcer les précautions. » (Joni D., 2014, p. 22)

Le lundi 11 janvier à l'aube, deux bombes explosent à Barcelone en soutien aux luttes engagées par la COPEL : l'une dans la calle Entenza, à l'entrée de la prison Modelo, qui blessa légèrement un maton ; l'autre au 11 de la calle Vilana, devant la porte du jardin de l'Asilo Duran (centre de redressement des jeunes délinquants qui existait déjà sous la Seconde république).

Entretien de l'été 2020 entre Boni (Vicente Domínguez Medina) et l'équipe de tournage du film « Amis dessous la cendre » : « À la suite de la lettre que nous avait envoyée Agustín Rueda, nous avons lancé, à moto, une bombe sur la porte de La Modelo. La police nous recherchait, mais elle ne savait pas qui on était, car on ne signait pas nos actions ».

Le 15 janvier à Barcelone : Une manifestation appelée par la CNT contre les « pactes de la Moncloa » rassemble quelque 10 000 personnes, et se termine tranquillement en milieu de journée. Quinze minutes après, un incendie détruit la salle des fêtes *La Scala* qui était sur le parcours. Des témoins disent avoir vu un jeune homme lancer des cocktails contre la façade de l'édifice. On trouva dans les décombres quatre travailleurs morts, tous syndiqués à la CNT. La presse gouvernementale attribua cette action à un commando de la CNT, et la relia au resurgissement de l'anarchisme en Catalogne.

En réalité il est maintenant bien établi que Joaquín Gambín Hernández a mis le feu à l'intérieur du restaurant de la salle des fêtes. Comme on l'a vu plus haut, cet homme travaillait pour la police depuis au moins janvier 1977. Le 10 janvier 1978, il avait contacté José Cuevas – l'un des anarchistes qui seront

inculpés dans cette affaire – qu’il avait connu en prison début 1977³². Il l’avait incité, ainsi que ses compagnons Arturo Palma et Javier Cañadas à fabriquer, transporter et lancer des cocktails contre la façade de l’établissement à l’occasion de la manifestation. Deux heures après les faits, Gambín donna à la police les noms des trois jeunes qui furent arrêtés, torturés puis incarcérés à La Modelo. Leurs compagnes Pilar Álvarez et Rosa López, ainsi que Maité Fabrés et Luis Muñoz seront interpellés dans la foulée à Barcelone. La police parla de la capture d’un commando anarchiste, le « bras armé de la CNT » ; la FAI et les Jeunesses libertaires sont présentées comme des organisations paramilitaires au service de la Confédération³³.

Bien sûr, la police a laissé filer Gambín. Quelques semaines plus tard, bien que recherché officiellement pour l’incendie de La Scala, le *confidente* se trouve chez ses parents à Rincón de Seca (Murcia)³⁴, et donne tranquillement des entretiens à des journalistes. Le *Grillo* dit qu’il n’a rien à voir avec l’attentat et qu’il n’est pas un *confidente* de la police. Selon Cañadas (p. 101) l’article aurait été finalement publié dans *Cambio 16* du 15 décembre 1980, après la sentence rendue contre les anarchistes inculpés.

Les dégâts commis au sein du MLE par les deux infiltrés Solé et Gambín sont importants. Pour sa part, et pour conclure sur la question dans ses mémoires tant au sujet de Gambín, de Solé que de Juan José Martínez Gómez, – que la police (et la presse) surnommait *El Rubio*, voir *infra* –, Edo (2006, pp. 300-301) estime que la « tendance à la radicalisation violente de ses actions induisit la FAI à accepter toute proposition allant dans ce sens. Et comme tous les *confidentes* dénoncés coïncidaient avec des projets de type violent, et que tous étaient recrutés par des membres de la FAI, cette dernière repoussait les avertissements. [...] Non seulement la “ligne d’action” de la FAI a fait du tort à la CNT, mais elle a aussi nui aux Groupes autonomes et aux autres mouvances libertaires. » Edo écrit plus loin (p. 304) que les « Groupes autonomes furent le secteur du MLE le plus persécuté. Mais ils étaient difficiles à identifier. [...] Si beaucoup agissaient au sein de la CNT, d’autres cependant (les groupes d’action) le faisaient en marge d’elle. »

Selon Floros (2014, p. 407), « La majorité de l’organisation se solidarisa avec les jeunes détenus, reconnaissant la provocation ou parce que les détenus étaient membres de la CNT. La tendance syndicaliste considéra la FAI comme responsable des faits, et conditionna son soutien aux détenus à la renonciation de cette dernière aux actions individuelles. La Confédération entra dans une phase intense de décomposition interne. Beaucoup d’analyses simplistes de l’histoire de la CNT considèrent que l’affaire Scala fut seule responsable de l’écroulement du MLE et de la chute verticale du nombre d’affiliés de la Confédération. Pourtant divers facteurs conduisirent à ce résultat. Les dissensions entre les tendances avaient atteint le point critique. La CNT s’opposait à la participation aux élections syndicales, après décision collective. Contre cette dernière, l’aile syndicaliste présenta ses candidats [...] dans les zones où elle avait la majorité, ce qui intensifia le conflit interne. [...] La discorde s’exprima au printemps 1978, y compris en recourant à des violences physiques dans les locaux des syndicats et les athénées

³² Source : *SARI-Espagne*, n° 9, et Joni D. (2014, p. 237-238), qui signale que Cuevas était déjà tombé à cause de Gambín le 30 janvier 1977, au cours de la rafle de douzaines d’activistes opérée par la Brigade politico-sociale durant la conférence péninsulaire de la FAI, à laquelle il participait.

³³ « Certains membres du groupe étaient affiliés à la CNT, mais ils avaient décidé d’agir de façon indépendante de la Confédération et de passer à la lutte armée. Les inculpés furent soutenus par la CNT, [...] mais ils s’identifièrent en prison comme des autonomes. Il est significatif qu’avant la manifestation ils se présentèrent dans les locaux de la CNT catalane, à majorité de tendance syndicaliste, et firent savoir qu’ils avaient des cocktails Molotov en demandant s’ils pouvaient être utiles parmi les piquets de défense. Les organisateurs répondirent que tout était prévu (la sécurité avait des cocktails en auto-protection). » écrit Floros, 2014, se référant au témoignage de Cañadas (2008, p. 29–32).

³⁴ Autre « péripétie » concernant ce personnage : le corps de Joaquín Gambín Hernández aurait été retrouvé en juillet 1979. Il est déclaré mort, écrasé par un camion sur la route de Valence. On l’enterra à Rincón de la Seca, en présence de deux militants libertaires venus vérifier en personne la disparition du *confidente*. En réalité il s’agissait d’un leurre organisé : le mort était l’oncle de Gambín qui avait les mêmes nom et prénom : Joaquín Gambín Martínez. Sa mort survenue le 5 mars dans le camion qu’il conduisait reste suspecte aux yeux de ses fils, qui espéraient que l’affaire serait traitée lors du procès contre *El Grillo*. Il n’en fut rien.

Source : *El País* des 17, 21 et 22 novembre 1983, et du 7 mars 1986). [Voir *infra* la suite sur le procès Scala en décembre 1980, et sur l’arrestation de Gambín en décembre 1981]

libertaires. »³⁵

Le 29 janvier : Pour ceux qui n'avaient pas encore compris, Martín Villa confie à la Radio-Télévision espagnole : « La ETA ne m'inquiète pas ; ceux qui m'inquiètent pour de bon c'est la CNT et le Mouvement Libertaire ».

Le 29 janvier : Le Groupe autonome libertaire de Barcelone est démantelé. Il est accusé d'avoir déposé des explosifs contre La Modelo et contre des tribunaux, et lancé des cocktails Molotov contre des banques en juin 1977 et en janvier 1978. «Boni» (Vicente Domínguez Medina) et «Nanda» (María Fernanda Fernández Rodiño)³⁶ sont arrêtés devant chez eux ce soir-là :

« La police nous recherchait, mais elle ne savait pas qui on était, car on ne signait pas nos actions. Mais il se trouve qu'un gars, un délinquant, qu'on appelait *El Rubio* (le blond), s'était infiltré parmi nous, et la police l'avait coffré ; grâce à lui, ils sont remontés jusqu'à mon domicile ou alors il m'avait dénoncé, peu importe. Alors, le soir que nous rentrions en voiture [...], juste en arrivant dans la rue de Zaragoza où on habitait, une voiture, devant nous, quitte sa place de stationnement et reste un peu plus loin. Pendant que nous nous garons sur l'emplacement libéré, des gars se ruent sur la voiture, cassent les vitres, m'attrapent par les cheveux sans que j'aie le temps de réagir... Nanda, terrorisée comme moi, hurlait comme une folle... [Je vis arriver Andrés, mais je ne pus l'avertir³⁷]. Ils nous ont emmenés au commissariat de la garde civile de San Pablo. Un peu plus tard, pendant que les flics étaient en train de fouiller chez moi, Andrés arrive et voit que les clés étaient restées sur la porte. Comme j'étais très discret, il prend les clés et sonne, en pensant "Tiens, lui qui parle tant de sécurité, il laisse les clés sur la porte...". La garde civile ouvre, l'arrête et l'embarque ! »

(Boni, entretien été 2020)

« Après l'arrestation [de Boni et Nanda], leur appartement [calle Zaragoza] est mis sous surveillance et une souricière est installée où tombent Conchi et Andrés, qui avait pour fausse identité Robert Michel Fernández, présenté comme militant français.» (Rappe, 2021, p. 91).

«Andrés» (Andrés Mira Barnés, dit « El Moro », (†) en 2003), fils de José Mira³⁸), et Concepción Martínez Seron, dite «Conchi», (†) en 2011, sont ainsi arrêtés dans la foulée, le même soir :

« En ce qui me concerne, je fus arrêté en arrivant chez Bony [sic]. Jusqu'alors il n'y avait rien contre moi³⁹. Je pouvais être n'importe quel membre de la famille, ou un ami, ou simplement le contrôleur de l'EDF. Quelle importance ! On me mit deux revolvers sur les tempes et on me précipita au milieu de l'appartement, au milieu des coups, des menaces et des insultes. Mains derrière le dos, menottes aux poings, on me fit mettre face au mur et ils continuèrent à me frapper. Ils ne m'avaient pas encore demandé les papiers. De là à la caserne de la Guardia Civil où siège une sorte de brigade anti-terroriste. Là-bas les tortures furent beaucoup plus variées. Les trois jours furent

³⁵ Sur ces tensions internes voir aussi Tomas Ibáñez, « Ilusión y desencanto en una misma entrega », 2007.

³⁶ Voir en annexe X une photo de Boni et Nanda en 1975 quand ils faisaient des virées dans les PO en moto pour voir leurs amis libertaires. Ici Boni et Nanda ont le bras en écharpe du fait d'un accident de moto tout récent. (Photo d'Aguayo prise à St Laurent de la Salanque, été 1975. Fonds Henri Mélich).

³⁷ [Boni en janvier 2022 : suite de son témoignage aux auteurs de la chronologie].

³⁸ José Mira, ex-membre du comité de guerre de la colonne de Buenaventura Durruti passa en Algérie à la fin de la guerre. Il participa à l'insurrection armée indépendantiste en tant qu'instructeur militaire. À la fin de la guerre d'Algérie la famille dut partir en France. « Comme tant d'autres jeunes fils d'Espagnols, "el Moro" réalisa ses premières actions armées en soutien aux prisonniers du MIL à Montpellier, où il résidait ». (Joni D., 2014, p. 127).

Venu d'Oran avec son frère Michel et sa compagne Conchi (Concepción Martínez Seron) pour profiter des bourses d'études en 1973 à Montpellier, Andrés dit avoir connu des ex-MIL et s'être engagé avec Jacques Garcin dans les actions de soutien envers les membres des GARI emprisonnés (*In l'entretien avec Pierre Carles, CRAS, 2003*). Puis il s'installa à Barcelone à la fin de 1976 avec Conchi. Avec des amis de Montpellier d'origine espagnole, ils constitueront le groupe autonome de Barcelone, bientôt rejoints par Boni et Nanda (*cf. Rappe, 2021, p. 58*). « "el Moro" avait commencé des actions armées après avoir contacté des travailleurs des Transport, parmi lesquels "Boni" [affilié à la CNT] ». (Joni D., 2014, p. 331). Sur les activités du groupe de Barcelone avec Boni, Andrés, Nanda et Conchi voir Rappe, 2021, pp. 58-59.

³⁹ Joni D., 2014, p. 331 : « "El Moro" avait un appartement dans la rue Lepanto où Michel [Miguel Àngel Moreno Patiño] s'installa, et dans lequel se tint aux premiers jours de janvier 1978 une réunion avec un groupe de compagnons de Madrid [...]. Le réseau de coordination était déjà une réalité et l'échange de matériel et d'informations entre les activistes de Barcelone, Madrid et Valencia s'effectuait quotidiennement. ».

longs. Très longs. Des siècles. Il y a des choses dont je ne me souviens pas. Abruti par les coups, certains détails et raffinements dans la torture m'échapperont. » (Témoignage d'Andrès publié par le CAR en mars 1978).

Les uns et les autres sont torturés pendant les trois jours de leur garde à vue, tandis que dans la cour de la caserne, la fourgonnette 2CV du groupe est désossée pour y trouver les armes qui y étaient cachées, fournies par le *Rubio* selon ses propres dires. Ce véhicule équipé d'une cache efficace par un ami garagiste de Perpignan avait d'abord été utilisé par le groupe roussillonnais. La 2CV était particulièrement prisée parce qu'elle passait partout dans la montagne et qu'on pouvait facilement y aménager des planques.

Selon le récit du garde civil interrogé par Quílez (2002, pp. 59-60), l'arrestation de Boni calle de Zaragoza à 22 heures se produit un « dimanche », donc le 29 janvier 1978, grâce aux informations données par José Juan Martínez Gómez, dit *El Rubio*, qui travaillerait avec la Guardia Civil depuis son arrestation courant janvier. Toujours selon cette source, ce dernier partit juste après à Perpignan pour inciter ses compagnons libertaires à venir à Barcelone soutenir les personnes arrêtées.

Selon Joni D. (2014, pp. 170-171), José Juan Martínez Gómez est né à Almería en 1956 : « Il était de la même génération que les jeunes activistes libertaires, et un de plus parmi les nombreux délinquants communs qui approchaient le mouvement libertaire en ayant des dynamiques antiautoritaires parallèles, et pour avoir une couverture sociale en cas de détention. “El Rubio” arriva à Perpignan à la fin du franquisme, sans doute, comme tant d'autres jeunes, pour éviter le service militaire. À Perpignan il se rapprocha du mouvement libertaire et de la Librairie espagnole où il connut celle qui deviendra sa compagne [...] et où travaillait [Pep]. [...] “El Rubio” fut arrêté par la Guardia Civil en janvier 1978 à Sant Sadurní ; et après l'habituel et violent interrogatoire, il demanda à parler au *Servicio de Información* de ce corps. Une fois dans la caserne de la rue Sant Pau de Barcelone, il donna l'information qui conduisit à l'arrestation du “Moro” et de ses trois compagnons, puis de ses compagnons de Madrid quelques jours plus tard. »⁴⁰

Le 31 janvier à Perpignan : la police perquisitionne les domiciles de trois animateurs de la librairie Le Futur Antérieur, et les interroge au sujet de leur participation présumée à des émissions de Radio par la racine en novembre 1977. Un tract de protestation signé « Un groupe d'amis du Futur antérieur » circule en ville dans la foulée.

Le 2 février : Agustín Rueda est transféré à la prison Carabanchel de Madrid, où il se lie aux membres de la COPEL, et participe au creusement d'un tunnel d'évasion.

Le 2 février : Note de presse de la Guardia Civil qui annonce la mise en détention du groupe autonome de Barcelone.

Dès leur arrivée à la Modelo, Boni et Andrès sont « accueillis » par des membres de la COPEL qui savaient qu'ils étaient incarcérés, entre autres pour l'action du 11 janvier devant la prison en soutien à leur lutte. « Ils nous ont pris en main, nous ont donné des couteaux gros comme ça, des couteaux maison – moi c'était pas mon truc – pour nous défendre contre les matons qui allaient à coup sûr venir nous chercher dans la nuit pour nous tabasser dans la cinquième galerie. Ils nous ont dit aussi qu'ils placeraient deux/trois gars dans la galerie pour surveiller, et qu'ils prépareraient tout dans le cas où les matons arriveraient, disaient-ils. C'était déjà l'époque où ceux de la COPEL circulaient comme ils voulaient dans la prison, portes ouvertes. Nous les politiques on est arrivés dans une situation que les droits communs avaient créée». (*In* Entretien de P. Carles avec Andrès, 2003).

Boni a aussi témoigné de ce moment : « À la Modelo, ils nous attendaient, Andrés et moi, car ils savaient qu'on était les auteurs de la bombe contre leur porte. Alors, ils nous ont enfermés dans une cellule, qui était complètement détruite, avec l'intention de revenir la nuit et de nous tabasser copieusement. Alors, un prisonnier est venu, de la Copel, qui s'appelait Rafael Buena Latorre ; il a frappé à la porte et nous a dit : “C'est vous qui avez mis la bombe ? ”. Nous, on ne savait pas trop quoi répondre car on ne savait pas qui

⁴⁰ [Pour plus de détails sur le personnage, voir notre notice sur le *Rubio* et son livre ici : <http://gimenologues.org/spip.php?article961>

il était... On a répondu : “Je ne sais pas... il paraît... ”. Il a alors ouvert la porte car il tenait un fonctionnaire par l’oreille, et il nous a fait sortir pour nous cacher ailleurs. Donc, cette nuit-là, les flics [les matons] ne nous ont pas trouvés ; ils ont fini par nous remettre la main dessus un autre jour... ». (Entretien été 2020).

Le 2 février à Perpignan : Nicole Alligier, qui vivait alors avec Bernard Pensiot, reçoit la visite chez elle du *Rubio* qui lui demande de contacter Bernard de toute urgence, mais ne lui parle pas des arrestations de Barcelone. Elle lui répond qu’il n’est pas là, et qu’elle fera suivre. D’une manière ou d’une autre le *Rubio* donnera un rendez-vous à Bernard le 4 février à 13h30 à Barcelone. On peut supposer qu’en venant chez Nicole, il cherchait à connaître la planque de Pep – qui résidait à Barcelone dans une certaine clandestinité depuis son retour des Pays-Bas – et surtout qu’il voulait contacter Victor. Averti par Nicole, ce dernier joint le *Rubio* qui lui demande d’aller récupérer au Mas du Puig, à Maçanet, des libertaires espagnols ayant échappé aux rafles. Victor lui signale qu’il ira le lendemain, et qu’il sera armé.

Le vendredi 3 février au matin : Oscar, dit «Pablo», un Français éleveur de chèvres habitant le mas du Puig depuis le printemps 1975 avec sa compagne espagnole María – absente ce matin-là – reçoit la visite du *Rubio*. Oscar le connaissait car il avait effectué avec Bernard plusieurs passages de réfugiés par des sentiers de sangliers⁴¹, dont l’un pour amener le *Rubio* lui-même en France – six mois auparavant estimait-il. Oscar nous dit en juin 2020 : « Il est venu avec deux individus⁴² au mas pour que je les fasse passer, et il était armé. Il voulait que je prenne un sac avec des armes. Mais j’ai refusé car je ne voulais pas toucher aux armes, et de toute façon, je ne faisais aucune action sans Bernard. Je pense qu’ils voulaient ainsi me piéger un peu plus et m’arrêter à la frontière en flagrant délit. La Guardia Civil intervint juste après pour m’arrêter, m’emmener à Figières puis à Barcelone. »

Le même jour : Victor Simal passe par le Mas Bourbouille au-dessus d’Amélie-les-Bains, où vivent un couple de jeunes libertaires, chevriers, Brigitte P., (†) au milieu des années 80, et Hervé D., (†) en décembre 2015. Un jeune Espagnol, Manuel García García («Manel») présent au mas, décide d’accompagner Victor pour la balade. Ils passent la frontière par la montagne et rejoignent le Mas du Puig, où Victor est sensé prendre en charge les fuyards espagnols. Oscar et lui ne se connaissaient pas directement.

Une fois arrivés, ils se trouvent face à un « comité d’accueil » de huit gardes civils. Pensant que Victor était armé (en fonction de ce que leur avait indiqué le *Rubio*) – en fait il ne l’était pas – ils lui demandent à distance, et sous la menace des mitraillettes, de se déshabiller. Manuel et lui sont ensuite enfermés dans un appentis – où Victor sera tabassé – avant d’être amenés dans l’après-midi directement à Barcelone.

Dans l’après-midi, María arrive au mas où sont restés postés des gardes civils. Elle est à son tour arrêtée et conduite à Barcelone dans la caserne San Pablo de la Guardia Civil. María nous dit en 2020 que leur fils se trouvait alors heureusement à Barcelone, chez ses parents à elle.

⁴¹ «Pablo» était à Perpignan depuis 1971. Il rencontre Bernard via l’imprimerie Intermittences, fin 1973 ou courant 1974, et ils assurent ensemble plusieurs passages de militants des Groupes autonomes, de la CNT, d’anciens du MIL ou des Groupes d’action révolutionnaire internationalistes (GARI), parfois en liaison avec des activistes français : « Nous avons soutenu, hébergé, aidé un commando pendant plusieurs jours. Il venait de France. Ce commando s’est surtout occupé à créer un passage différent de celui que nous emprunions. Ils étaient autonomes dans leur va-et-vient, sauf la première fois, lorsqu’ils sont venus avec Bernard. Notre rôle a été d’apporter notre soutien sur le plan logistique. Je leur avais montré comment contourner Maçanet de Cabrenys, qui se trouve à environ 10 kms de la frontière. C’était très risqué mais il n’y a pas eu de problème, nous étions tous très prudents et discrets. » (Oscar, septembre 2021).

Marinus commente (en 2021) : « Dans notre bouquin sur le MIL [voir en bibliographie à Duhourcq], Jordi Solé dit *Sancho* dit qu’il est revenu une semaine à Barcelone. Il est donc possible qu’un membre de l’ex-MIL ait passé la frontière par la montagne fin 1973. Mais je ne vois pas qui des GARI l’aurait fait en 1974. Ce n’est qu’en juillet 1977 que des membres de l’ex-MIL et de l’ex-GARI sont peut-être passés par la montagne pour se rendre aux journées libertaires. »

⁴² Qu’Oscar identifia immédiatement comme des flics en civil, car il les avait repérés quelques semaines avant dans un café de Maçanet où il prenait un pot avec un groupe de jeunes libertaires espagnols – dont Boni, qui parlait un peu trop fort de ses «activités» barcelonaises, selon Oscar.

Victor, Manuel et Oscar « impliqués » dans une prétendue affaire de trafic d'armes, sont interrogés séparément au siège de la Guardia Civil à Barcelone, section «braqueurs de banque», et Victor est terriblement torturé – on peut lire son témoignage dans Rappe, 2021, pp. 78-79. Ils seront par la suite tous présentés – mais séparément – au palais de justice le dimanche 5 au soir, puis mis en prison le lundi matin 6 février.

Le troupeau de chèvres d'Oscar et María sera vendu par le régisseur du mas, Arsenio, qui en gardera le gain pour lui.

4 février : Note de presse de la Guardia Civil qui annonce la mise en détention du groupe autonome de Madrid arrêté entre le premier et le 2 février. Ses membres avaient tenu une réunion pour échanger matériel et informations quelques semaines auparavant avec le groupe de Barcelone. Il s'agit d'Antonio Cativiela Alfós, Luis Guillardini Gonzalo, José Luis Martín Díaz, Máximo Casas González, Guillermo González García, Ignacio Sebastián de Erice, Virginia Cativiela Alfós et María Victoria Jiménez y Paul.

Le samedi 4 février : Bernard était peut-être à Barcelone depuis quelques jours et devait sans doute loger chez Pep – ce dernier ne s'en souvient pas aujourd'hui. Selon David Rappe, Bernard a un RDV fixé avec le *Rubio* à 13h30.

Selon Joni D. (2014, pp. 120 et 170), qui s'est entretenu avec Pep en juin 2012, le *Rubio* avait organisé le RV entre Pep et Bernard à Barcelone, plaza Vila de Madrid [située à proximité immédiate de la Rambla et de la plaza Catalunya de Barcelone], où le *Rubio* devait les rejoindre.

Mais au dernier moment, Bernard change de lieu tout en gardant la même heure. David (début février 2021) nous précise : « En ce qui concerne le rendez-vous, Bernard m'a toujours dit qu'il l'avait changé, comme à son habitude, au dernier moment par mesure de sécurité en laissant un message au *Rubio*, et que le *Rubio* n'est pas venu à ce nouveau rendez-vous. Bernard pensait après coup qu'il n'avait pas eu le message et/ou qu'il n'était pas libre de ses mouvements car “aux mains de la police”. [...] Bernard m'a toujours dit qu'il devait le rencontrer seul puis rejoindre Pep après ». « Ayant confiance, Bernard [...] rejoint alors, une heure plus tard, son camarade Pep qui vit maintenant en Catalogne avec sa compagne Isabelle Loeb, pour aller déjeuner dans un restaurant chinois », écrit David (2021, p. 77).

On peut penser alors que le *Rubio* n'a pas eu le temps de communiquer le nouveau RDV à la Guardia Civil, qui se met aussitôt à la recherche des Français. De fait, la manœuvre de Bernard a été momentanément efficace.

Vers 16 heures, Bernard, Isabelle et Pep sont repérés à la sortie du restaurant situé sur l'avenue del Marquès de l'Argentera puis amenés à la caserne San Pablo⁴³, où ils sont séparés. Bernard est terriblement

⁴³ Dans son livre *Atracadores* (2002, pp. 59-61) le journaliste d'investigation Quílez reprend les dires d'un témoin direct qu'il appelle *El Oso*, un garde civil interrogé pour l'occasion, qui parle de quatre Français arrêtés dans la rue à Barcelone (et non de trois), et d'une opération se passant en deux temps. Dans le premier, suivant les indications du *Rubio*, ils ne les avaient pas trouvés : « Une fois nous échappent place de Madrid de Barcelone quatre [sic] anarchistes français qui venaient d'arriver pour aider les détenus, qui à ce moment-là dépassaient la douzaine. » Dans le deuxième temps ils tombent sur eux par hasard : « Je me rappelle que c'était un mardi [or le 4 février était un samedi] quand nous allâmes un collègue et moi à Sant Adrià de Besós pour arrêter un type, un éleveur de brebis, qui possiblement aidait ces libertaires à passer la frontière française, et dont nous suivions la piste depuis des semaines. Nous l'arrêtâmes alors qu'il mangeait chez ses parents et nous le conduisîmes à la Comandancia. Nous espérions qu'il nous donnerait une piste ou des indices pour localiser les quatre activistes qui nous avaient échappés la veille. Tandis que nous le transportions, en circulant sur le Paseo Marítimo, face à la Capitanía, nous vîmes les quatre Français marchant en direction des ramblas. La zone était en chantier ». Suit le récit de l'interpellation mouvementée des Français, tandis que le berger reste menotté, les bras en l'air, dans leur voiture.

La version de Joni D. (2014, p. 120) reprend avec celle de Quílez, mais en la situant sur un seul jour : « Un mois et demi après être arrivé à Barcelone *El Rubio* se mit en contact avec «Gérard» [Pep], et ils convinrent d'un RDV ensemble pour la première semaine de février. Quelques jours auparavant étaient venus de Perpignan pour participer à diverses actions des amis français qu'il [Pep] avait connu à L'Escaletxa deux ans avant, et parmi eux Bernard et Isabelle [Loeb], sa compagne, aussi française. Le rendez-vous était fixé sur la Place Vila de Madrid [en haut des Ramblas], mais diverses circonstances firent que les activistes n'y vinrent pas. [...] Le même jour les membres de la Guardia Civil chargés de l'arrestation de «Gérard», constatant que les activistes ne se présentaient pas, se déplacèrent à Sant Adrià de Besós pour arrêter un berger [...]. Tandis qu'ils transportaient ledit berger vers

torturé du samedi au lundi – voir son témoignage dans le livre de David (pp. 78-79). Ils seront tous trois incarcérés le mardi 7 février.

En avril 2020, puis en février 2021, Isabelle Loeb nous a apporté son témoignage sur le jour de leur arrestation. Elle se souvient d'avoir, avec Pep et Bernard, rencontré à la mi-journée un homme de leur âge Plaza Real. Mais Isabelle a eu le sentiment que cette rencontre était fortuite. Le mec en question ne lui a pas du tout plu ; elle pense que c'était le *Rubio* et elle associe son visage à celui qui les regardera dans le cachot de la caserne de la Guardia Civil deux jours après.

Pep confirme en janvier 2022 qu'il s'agissait bien du *Rubio* et que la rencontre était fortuite car jamais ni lui ni Bernard n'auraient pris un rendez-vous avec Isabelle présente.

Cette dernière estime que le rendez-vous prévu était déjà passé, ou qu'il ne s'était pas encore produit, ou qu'il n'en était plus question. Dans tous les cas, les trois amis restèrent ensemble jusqu'à 16 heures. Vers 14 heures ils vont manger dans un restaurant chinois près de la Gare de France, et en sortant ils déambulent, puis s'arrêtent pour pisser dans des toilettes de chantier. Et s'est en sortant de là qu'un homme à l'allure de voyou les menace avec une arme : ils croient à une attaque contre les touristes. Isabelle et Bernard ont la même idée de regarder derrière eux : s'ils voyaient un autre homme, il s'agissait de flics – c'était le cas. Pour elle, « ils avaient perdu notre trace et sont tombés par hasard sur nous... Du coup nous avons fait une halte dans un bâtiment de la Marine en bas des Ramblas, car il y avait déjà un copain dans la voiture, et ils ont dû demander un autre véhicule afin de pouvoir nous amener tous au Cuartel. Comique ! »

Elle identifie d'ailleurs ce copain-là comme étant Antonio Aparicio – que l'on voit sur les photos accompagnant l'article de *Solidaridad Nacional* – où il est associé à Oscar et María et au mas du Puig. Isabelle le connaissait dans le cadre de la relation que Pep et elle avaient avec Boni et Nanda, Andrés et Conchi. Antonio Aparicio sera enfermé et interrogé dans la caserne avec eux, mais elle ne se souvient pas de l'y avoir revu.

Isabelle restera près de 72 heures menottée nuit et jour au pied d'une chaise dans le local de la section des « Stupéfiants » de cette caserne. C'était une pièce centrale où circulait du monde, gardes et interpellés. Elle entend tout ce qui se passe dans les autres pièces où sont enfermés Pep, Bernard, et d'autres hommes arrêtés avant eux, c'est à-dire les cris sous les coups et autres sévices, et les propos tenus par les uns et les autres. De temps en temps elle voit passer des hommes arrêtés dont Pep et Bernard. Elle n'est pas malmenée pour sa part, mais elle sait que cela pourrait être le cas, et qu'elle pourrait être inculpée et aller en prison, malgré les propos de ses gardiens qui se voulaient rassurants sur ce point. Elle retrouve Bernard et Pep dans une cellule du lieu le dernier soir. Là elle pense avoir vu passer à un moment donné la tête (rouquine ?) du *Rubio* à travers la petite fenêtre de la porte qui permet la surveillance des prisonniers. Le lendemain au palais de justice, s'ils ont eu la visite de Seguí, l'avocat de la CNT, elle n'en a pas de souvenir. Elle apprend alors qu'elle est inculpée et qu'elle va en prison : elle pique une grosse crise de nerfs. Les gardiens font venir Pep et Bernard pour la calmer, ce qui leur permettra de se dire au revoir. Une fois incarcérée à La Trinidad, prison tenue par des religieuses, et après une dizaine de jours à l'isolement où elle tient le coup grâce aux livres que lui amènent ses parents, Isabelle intègre la cellule des « politiques ». Elle se souvient encore du réconfort que lui apporta Nanda, dormant avec elle, lui racontant des histoires, la faisant rire. Il y avait aussi Conchi et d'autres femmes, mais elle ne se souvient pas du tout de la présence de María, qu'elle ne connaissait d'ailleurs pas. Elle sera visitée par Seguí en prison. Au bout de quinze jours, Isabelle est libérée : « Mes parents se sont vu proposer l'intervention de l'Eglise catholique de Perpignan (évêché compris) par des amis pratiquants et impliqués dans leur religion. Un curé en particulier s'est chargé des tractations avec ses homologues espagnols pour me faire sortir rapidement. Il est possible que ma caution ait été payée par l'Eglise. » Une personne proche constituera un dossier de presse sur les arrestations, où la photo d'Isabelle apparaît dans maints journaux. Isabelle ajoute « Après ma libération, j'ai rapidement pu quitter l'Espagne, mais je n'ai jamais eu aucune nouvelle de la police ni de la justice ».

la caserne de la Guardia Civil Sant Pau dans un véhicule policier camouflé, le destin voulut qu'ils croisent Gérard et Isabelle sur el Moll de la Fusta. » Joni D. oublie ici Bernard.

Le dimanche 5 février, vers 21 heures : Une sorte de commando de huit hommes armés, des douaniers français accompagnés d'un gros dispositif de gendarmes venus d'Amélie-les-Bains, débarque dans plusieurs véhicules au Mas Bourbouille où habitent Brigitte et Hervé, et leur petit garçon. Sont présents Michel et Annie C. venus de Can Félix, un mas proche, avec leur très jeune fils, pour « tuer le cochon » le lendemain. Oscar et María étaient aussi attendus. Le commando retourne tout, crève les matelas et les nounours du petit, disant rechercher de la drogue – mais, d'après Hervé, plutôt des armes. Hervé est embarqué et passera toute la nuit à la gendarmerie d'Amélie-les-Bains, commune dont dépend le mas. Il sera déposé sur la route le matin et rentrera au mas à pied par la piste, très traumatisé. La veille au soir, une descente identique, mais respectueuse et calme avait eu lieu au mas Can Félix, en présence d'amis de passage de Michel et Annie.

Quelques jours après, apprenant les arrestations au Mas du Puig, tous et toutes feront le rapprochement avec le passage de Victor la veille, le vendredi (Témoignage de Michel et Annie C.). À l'évidence, la police espagnole a demandé à la police française de perquisitionner certaines fermes frontalières côté français ; et celle-ci s'est assuré le concours du service des douanes pour pouvoir se passer d'un mandat de perquisition, ce service étant en permanence habilité à faire des perquisitions dans la zone frontalière. La collaboration des deux polices dans les opérations en cours est donc bien établie. Toutefois, lors de la perquisition musclée du Mas Bourbouille, l'officier commandant les gendarmes n'a pas caché devant les présents que l'opération leur avait été imposée en haut lieu, et que ça l'écœurait. D'ailleurs il démissionnera de la gendarmerie quelques mois plus tard. (Témoignage de Michel en 2021).

Victor en déduit aujourd'hui qu'ils cherchaient son arme au mas Bourbouille, sans doute signalée par le *Rubio*. En fait il l'avait cachée dans sa voiture, une Dauphine rouge, garée en contre-bas quelques centaines de mètres avant le mas – véhicule qui sera évacué les jours suivants par des camarades.

Le 6 ou le 7 février : Bernard a raconté à David (2021, p. 80) qu'avant son transfert au palais de justice, à la fin des interrogatoires, un des policiers espagnols lui a dit : « Mais enfin, tu ne me reconnais pas ? On s'est déjà vus à Perpignan ! », indiquant par là qu'ils étaient surveillés de près en France.

Ariel Mélich se demande aujourd'hui s'il ne s'agissait pas du « Sergio » qui avait fait le voyage avec lui à Mataró en octobre 1976.

Bilan des rafles : pendant les soixante-douze heures de leur garde à vue dans les locaux de la Guardia Civil, les personnes arrêtées ont subi diverses tortures, qu'Andrès et Bernard ont décrites en détail dans des lettres rédigées dès leur entrée en prison, et que le CAR a publiées dans « La chasse aux sorcières » :

- Tortures morales pour Oscar : des menaces de viol ont été proférées à l'égard de sa compagne, et de leur enlever leur fils en le plaçant chez les bonnes sœurs. Oscar, paniqué et se rendant compte que les policiers semblent au courant de tout⁴⁴, parle et reconnaît ses activités de passage, avalisant le rôle central de Bernard, qu'il croit à l'abri en France. Il en informera ses camarades dès son arrivée en prison :

Témoignage de son passage à « la Modelo » (été 2021) :

« Je suis menotté au centre du commissariat de la calle San Pablo. À Barcelone Nous sommes plusieurs répartis dans divers bureaux. J'entends les tabassages qui se déroulent dans une pièce à côté. Cela n'arrête pas. À tour de rôle nous passons entre les mains des flics en civil qui sont là et se défoulent. Lorsque c'est mon tour ils menacent de s'en prendre à ma compagne et d'envoyer notre fils d'à peine deux ans dans un foyer religieux. Je panique. Je reconnais deux des flics que j'avais déjà vus à Massenet-de-Cabrenys, là où nous avons été boire un pot avec Andrès et Boni, je crois, Nanda. [...]. Leur groupe était suivi par les flics depuis je ne sais quand. Je ne sais pas s'ils enregistraient, mais au commissariat ils m'ont ressorti tout ce qui se disait, et m'ont parlé de Bernard et de certains passages que j'avais faits. Ils m'ont parlé d'*El Rubio* qui était passé avec des armes, mais comme je ne connaissais pas les noms des gens que je passais je n'ai rien dit sur leurs identités, ni leurs fonctions. C'était une consigne de sécurité. Comme ils connaissaient mon rôle et avaient toutes ces informations je les ai écrites comme aveux. Sous leur dictée, j'ai confirmé le nom de Bernard comme référent en pensant qu'il était sur Perpignan et

44

« Je suis surpris que certains oublient [aujourd'hui] que les flics étaient au courant de tout, avaient les noms et les infos racontées par entre autres Boni et Andrès à Maçanet de Cabrenys [cf. *supra* note 33]. Que les flics savaient où vivait Bernard et qu'ils étaient préparés à l'enlever à Perpignan s'ils ne mettaient pas la main sur lui en Espagne. J'ai entendu cela au commissariat à Barcelone ». Oscar, dans un courriel aux rédacteurs de juillet 2021.

qu'il ne risquait rien. Je n'avais aucune nouvelle de ma compagne ni de mon fils. Avant les interrogatoires, je réfléchissais quelle stratégie prendre. Nier tous les faits ou au contraire les revendiquer comme actes politiques. Jamais nous avons envisagé cette situation et n'avions aucune consigne en cas d'arrestation. Je pensais qu'il fallait prendre le parti politique et non revendiquer ces actions en droit commun.

Cela a été une discussion en prison, et j'ai senti qu'il n'y avait pas de ligne commune. Cela a mis la zizanie dans le groupe, et compliqué le discours des avocats. [...]

Avec Bernard à la Modelo, nous avons beaucoup parlé et surtout de mes interrogatoires et aveux le mentionnant, [...] et il n'a pas été en colère contre moi. [...] En prison il y avait une sorte de solidarité entre nous, du moins nous restions ensemble. De mon côté j'avais la crainte que nous soyons attaqués par un détenu "infiltré" pendant le temps de sortie dans la cour, la nuit et surtout lors des mutineries. J'avais vraiment peur de ce qui pouvait arriver et qui n'est pas arrivé, heureusement. »

- les femmes ont été menacées de viol ; Conchi a été torturée dans la salle contiguë de celle où Andrès avait un flingue sur la tête : « Ils venaient m'apporter les nouvelles avec un sourire sadique : "elle est bien gentille mais nous sommes en train de la démolir à cause de toi ! Elle est très mal, si tu l'aimes dis-nous tout". Ce fut la phase la plus terrible, la plus douloureuse. » (Témoignage d'Andrès publié par le CAR en mars 1978).

- passages à tabac collectif d'une heure et plus appelés « la roue » sur le détenu aux mains menottées par derrière, parfois attaché sur une chaise.

- plusieurs comme Bernard et Victor ont été suspendus par les poignets une nuit entière et sont restés deux jours sans boire ni manger ;

- les coups ont été donnés avec des gants de boxe et des matraques métalliques, pour ne pas laisser de traces ; la tête était en général épargnée pour ne pas laisser de traces

- certains sont restés les membres attachés avec un sac en plastique sur la tête ; lorsque l'asphyxie provoquait l'évanouissement, le sac était enlevé, puis on recommençait ; Victor a subi quatre fois ce « raffinement », Andrès sept à huit fois : « Ils ne me demandaient pas de déclarer mais de signer ce qui leur passait par la tête et les renseignements qu'ils avaient déjà. Les trois quarts de ma déclaration, ils me la dictèrent avec des noms et faits. Au fur et à mesure qu'ils avaient des nouvelles de Madrid, ils ajoutaient des noms sur la déclaration. Ils voulaient m'inculper pour les affaires [...] dont je n'avais même pas connaissance. » (Andrès, *ibid.*)

C'est ainsi que la police aurait « recueilli des aveux spontanés ». Il faut signaler que, dès que les détenus ont été transférés à La Modelo (pour les hommes) et à La Trinidad (pour les femmes), ils et elles ont aussitôt retiré leurs déclarations et nié tout ce dont on les accusait. Toutefois les quatre libertaires espagnols, Boni, Conchi, Andrès et Nanda ont reconnu et revendiqué certains attentats. Dans ses aveux sous la torture, Boni impliquera Victor, croyant ce dernier à l'abri en France. Tout comme Oscar, il en informera ses camarades dès son arrivée en prison.

En tout quatorze personnes seront emprisonnées dont quatre Français (F), et les visages de douze d'entre eux paraissent dans les journaux espagnols⁴⁵. Il s'agit de :

Antonio Aparicio Valero (lié au Groupe autonome de Barcelone) [un « ami de Boni »], présenté par *Solidaridad Nacional* comme un passeur via le mas du Puig, laissant entendre qu'il y a été arrêté en même temps qu'Oscar et María. Or Oscar et Victor disent ne pas l'avoir connu ; Manuel García García, Bernard Pensiot (F), Vicente Domínguez Medina, Josep Palau i Pujol, Andrés Mira Barnés, Concepción Martínez Seron, María, Oscar (F), Victor Simal (F), María Fernanda Fernández Rodiño (très impliquée dans le groupe de Barcelone), Àngel Vergel Ardite (membre du syndicat CNT des transports du métro de Barcelone).

[Les photos d'Isabelle Loeb (F) et d'Ignasi Solé Sugranyes ne furent pas publiées dans cet article de presse.]

Un aller-retour en bus des personnes arrêtées sera organisé pour les faire comparaître devant les juges de la *Audiencia nacional*, en charge du terrorisme à Madrid.

⁴⁵ Cf. en document Annexe V le PDF d'un article avec les noms et photos des douze arrêtés, paru dans *Solidaridad Nacional* du 8 février 1978
https://es.wikipedia.org/wiki/Solidaridad_Nacional_%28peri%C3%B3dico%29.

Boni, Andrés, Pep, Manuel, Oscar, Victor et Bernard partageront pendant des semaines ou des mois les mêmes cellules de La Modelo. Et ils reparleront de ce que les uns et les autres ont lâché sous la torture au cuartel. Ils ont tous admis le rôle d'agent provocateur joué par le *Rubio* – qu'ils vont d'ailleurs retrouver dans cette prison, quelques mois après⁴⁶. Et celui d'Eduard Solé au service de la Guardia Civil sera enfin officiellement établi, car il se démasqua tout seul. Il téléphone le 4 février chez Henri Mélich à Perpignan, pour annoncer l'arrestation de Bernard... deux heures avant qu'elle ne se produise – signe qu'il était de mèche avec le *Rubio* et que le changement de lieu de rendez-vous de Bernard n'avait pas été communiqué aux autorités concernées⁴⁷. Solé disparaîtra de la Librairie espagnole aussitôt après. Selon Henri Mélich, il devint gardien de nuit à l'hôtel Régina, à Canet-Plage. Et il ne fut inquiété par personne du MLE les années suivantes.

Ariel Melich nous confie le 12 février 2022 qu'Henri a dissuadé quelqu'un du groupe d'aller liquider Solé après les arrestations, comme il en avait l'intention.

Manuel sera libéré au bout de quatre semaines, n'ayant rien à voir avec les activités de Victor. María sera libérée après quatre semaines et sera prise en charge par sa famille en Catalogne, laquelle a payé sa caution. Cela rassurera Oscar car il n'avait eu aucune nouvelle de María et de son fils durant les cinq semaines de sa propre incarcération.

Lui-même libéré à la mi-mars sera déposé à la frontière un peu comme un paquet, après le versement d'une caution de 25 000 pesetas, en grande partie réunie par la famille de María. La CNT de Barcelone à laquelle María, à sa sortie, avait demandé une aide financière n'a participé qu'à hauteur de 3 ou 4 000 pesetas. Tous deux, encore aujourd'hui, estiment avoir été laissés sur le carreau, sans domicile en France, sans argent, sans travail, après leur sortie de prison. Ils ne revendiquaient rien à partir de leurs actions, mais ont constaté une absence de solidarité de la part du CAR et de la CNT. Oscar précise en août 2020 : « Nous avons passé des tracts pour la CNT, et de la documentation illégale, ainsi que des cadres du mouvement qui étaient recherchés. Nous avons pris de gros risques et leur attitude vis-à-vis de nous au moment d'une demande d'aide nous a infligé un sacré coup au moral. » En outre, une rumeur courut à Perpignan le concernant à son retour : étant le premier « activiste » libéré, on le soupçonnait d'être un agent de la Guardia Civil. Elle était sans doute orchestrée par les services franquistes afin de protéger leur vrai *confidente* : le *Rubio*. De fait personne à Perpignan ne proposa de l'aide ou un hébergement à Oscar, qui, bien que mal à l'aise, se rapprochera du CAR et participera à des actions de soutien à ses camarades, comme, par exemple, le 1^{er} avril lors du festival de films «Confrontations» à Perpignan. Il sera hébergé quelque temps par les amis du mas Can Félix, allant chaque jour décharger des camions à Saint-Charles pour subvenir à ses besoins. Courant avril 1978, lors d'une visite chez Nicole, et à l'insu de celle-ci, Oscar dit avoir fait l'objet d'explicites menaces de mort s'il ne quittait pas la région, de la part d'un militant armé de passage à Perpignan. C'est pour cette raison qu'il partit au cours de la seconde quinzaine de mai pour Paris, où le rejoindront sa compagne et leur fils en août.

Il garda pour lui jusqu'à aujourd'hui le souvenir de cet épisode très douloureux, qui a engendré une colère restée enfouie pendant longtemps. Cela l'a fait réfléchir sur comment s'investir et avec qui. Il poursuivit sa route, mais ne reviendra dans les P-O qu'à l'occasion du projet de film en 2020. Il nous dit aujourd'hui : « J'avais besoin d'évacuer ce poids et grâce à vous cela est fait. Maintenant chacun assume ». [...] Notre groupe a manqué de maturité, de discrétion et de préparation. Plusieurs membres avaient sûrement été dénoncés par *El Rubio* et du coup ils étaient suivis et ils emmenaient les flics chez les uns et les autres ».

⁴⁶ En concurrence avec la Guardia Civil pour la gestion de l'antiterrorisme au niveau national la Police nationale (*los grises*) n'avait guère apprécié que le *Rubio* livre ses «ex-camarades» à cette dernière, et pas à elle. Par mesure de rétorsion, quand *los grises* l'arrêtèrent six mois après pour braquage, le 28 août 1978, ils le firent incarcérer à la Modelo de Barcelone, sachant qu'il allait être sérieusement tabassé par certains prisonniers de la COPEL. Il partira effectivement en ambulance après la dégustation. [Voir notre notice à part sur le Rubio].

⁴⁷ Henri Mélich écrit dans ses mémoires (2014 p. 176) qu'il se trouvait à Barcelone avec René A. le 4 février 1978, en présence de Edo. Lors du RV téléphonique qu'il avait tous les soirs avec sa compagne Hermine, il apprend que Solé avait appelé à 14 heures chez eux (c'est leur fils Ariel qui lui avait répondu) pour signaler l'arrestation de Bernard et de Pep. Henri ne dit pas qu'à ce moment-là Edo lui aurait signifié que, sans doute aucun, Solé était un indicateur. Il écrit même : « L'affaire semblait louche, mais il ne fallait pas tirer de conclusions hâtives. »

Et il nous paraît à nous – « anciens du CAR » qui apprenons aujourd'hui cette histoire – complètement ahurissant qu'on ait pu à l'époque faire peser sur Oscar l'infâmie de la trahison alors même que l'on savait déjà – et encore plus après les arrestations de début 1978 – quels étaient les infiltrés qui en étaient responsables. Comme le reconnaissait Boni récemment, « les flics ont été plus intelligents que nous ».

Ayant bénéficié du soutien massif de toutes les organisations politiques et syndicales de Manlleu, ville de la banlieue de Barcelone où il était secrétaire de la CNT locale, Josep Palau, sera libéré au bout de deux mois, et se consacrera au soutien des emprisonnés.

La presse française dans son ensemble (y compris *Libération* dans son numéro du 15 février) reproduit sans réserve les informations provenant des journaux espagnols les plus pro-gouvernementaux, voire elle se contente de traduire les communiqués de la police (Voir *L'Indépendant*, *Le Midi libre*, *Le Matin* – qui évoque même un certain Carlos, chef des commandos, dans son numéro du 9 février. Avec cette pratique de l'amalgame, la presse contribue à agiter le spectre des « complots anarchistes internationaux », afin de créer une psychose de terreur à l'échelle européenne. Et l'on comprend que dans ce type de machination policière il était nécessaire d'arrêter des Français sur le sol espagnol.

À partir de là, le CAR va se concentrer sur le soutien à ses amis et aux luttes de prisonniers de La Modelo et de La Trinidad à Barcelone, ou de Carabanchel à Madrid.

Le 9 février : Cent trente prisonniers de La Modelo se coupent les veines à l'initiative de la COPEL.

Le 10 février : Rédaction en Espagne d'un « Communiqué à l'opinion publique. La chasse aux sorcières dans les milieux libertaires » signé par des « Libertaires emprisonnés à La Modelo et à La Trinidad. Barcelone ». Traduit et diffusé à Perpignan.

Le 12 février : Après la publication dans la presse régionale (*L'Indépendant*, *Le Midi Libre* des 8 et 9 février 1978) de plusieurs articles sur ces arrestations – qui reprenaient pour l'essentiel les accusations de la police espagnole de « trafic d'armes », ainsi que le thème de « la violence, phénomène nouveau en Espagne » accolé aux activités des anarchistes et anarcho-syndicalistes – le CAR fait paraître son premier communiqué dans *L'Indépendant*, intitulé « À propos de la violence en Espagne ».

Le même jour, le CAR envoie une lettre au consul de France à Barcelone lui signalant les tortures subies par ses amis, et lui demande « de suivre la procédure de près afin que les dossiers soient transmis au juge d'Instruction ».

Le 15 février : Un compagnon du CAR, Serge L., ancien membre de la communauté du Mas Julia [avec Marie-Jeanne (†), Jacques Geneste (†), Catherine et d'autres, dissoute en 1974], est arrêté à la suite d'actions directes individuelles – et revendiquées comme telles – plus symboliques que réellement dangereuses, menées à Perpignan pour attirer l'attention sur l'arrestation de ses camarades en Espagne. Il entame aussitôt une grève de la faim. Lors de son procès le 22 mars, il sera condamné à deux ans de prison avec sursis, et libéré. (Voir *L'Indépendant* des 13 et 17 février et du 23 mars 1978). Un texte de soutien du CAR à Serge paraît dans *L'Indépendant* du 5 mars.

Le 17 février : Une nouvelle mutinerie de 160 prisonniers éclate à La Modelo. Une répression sauvage exercée par *los amarillos* – la brigade anti-émeute des prisons – s'ensuit, blessant une soixantaine de détenus, dont Boni, Andrés et Pep. Certains prisonniers ont eu des bras et des jambes cassés et des plaies infectées, en plus de la gale sévissant dans la prison. Des camarades ont demandé l'intervention de la Croix-Rouge. Cette mutinerie sera considérée plus tard comme sciemment provoquée par des forces de répression.

Le 25 février : Trente avocats dénoncent les sévices que subissent les détenus de La Modelo dans une plainte collective déposée au tribunal.

Il faut savoir que les avocats de la CNT payèrent largement de leur personne et prirent de gros risques. N'étant jamais fouillés lors de leurs visites, Emilio Pardiñas Viladrich, Mateu Seguí Parpal et Santi – il

nous manque malheureusement son prénom et son deuxième nom – fournissaient aux inculpés divers « remontants » – tabacs et alcools – mais également des outils pour les évasions. Emilio Pardiñas a lui-même revendiqué avoir transmis du matériel et même une arme :

« Au cours de diverses réunions à Toulouse, Perpignan, Barcelone et Valence, plus ou moins les villes d'origine des quatorze prisonniers [...], nous avons maintenu des contacts avec les groupes autonomes, qui collaborent entre eux tout en étant indépendants sur le plan organique. [...] nous décidâmes de libérer [les quatorze] de la prison Modelo et les cinq autres compagnons de celle de Gérone. [...] Je me charge de la préparation notamment pour la Modelo que je connais de l'intérieur, et je profite des visites en tant qu'avocat, sans être suspecté, ou peu. [...] Ils me demandent un cric de voiture pour écarter les grilles, un petit pistolet, démonté le plus possible, un chargeur et les plans des égouts autour de la Modelo. Pour trouver le cric le plus petit du marché j'ai dû aller en France. Je finis par en trouver un qui rentrait dans ma malette de cuir professionnelle. Par chance ils étaient à la mode. Je passai les trois lieux de contrôle et je me voyais déjà en prison pour les deux années à venir imaginant la chute du petit cric qui pesait quand même 5,5 kgs. Au parloir, le caleçon du *compañero* qui repartait avec dans sa cellule menaçait de se rompre... ». Le pire étant passé il n'y eut pas de problèmes pour les autres objets demandés.

Emilio ajoute que n'ayant pu descendre dans les égouts pour suivre le tracé car cela le faisait vomir, ce furent une compagne et un autre ami qui s'en chargèrent brillamment, et il put transmettre aux prisonniers des plans avec le trajet le plus direct et la sortie la plus sûre.

Extraits de l'autobiographie de Emili Pardiñas Viladrich : *Si este año no tocamos la revolución me aventuro con los caballos salvajes*, Ed Calabria narrativa, 2004, Valencia (pp. 110-113).

Boni, entretien de début 2022 avec les auteurs de la chrono : « Les grands héros de cette évasion furent Mateu Seguí et Pardiñas qui nous firent passer par le « confessionnal » des avocats tous les outils que nous demandions : masses, ciseaux, un cric de 7 tonnes... J'insiste sur le rôle de Mateu Seguí qui fut le plus audacieux et le plus courageux. Pour nous il fut un Ange. » Boni se souvient également d'Andreu Molins, l'avocat de la CNT qui s'occupa d'Ángel Vergel Ardite : « Il fut capable de convaincre un juge plus franquiste que Franco Gómez Chaparro, de la première salle de la *audiencia criminal*, qu'Ángel n'avait rien à voir avec toute l'artillerie que les gardes civils trouvèrent chez lui ».

Les dossiers de Victor et Bernard ont été transférés à Madrid auprès du « juge numéro un », ce qui signifie qu'il y aura vraisemblablement une inculpation pour «terrorisme». Tous deux s'impliquent beaucoup dans les luttes de prisonniers. Le CAR les relaiera en publiant et diffusant courant mars une plaquette d'information contenant les témoignages sur les arrestations, les tortures et sévices subis en prison : « Répression démocratique contre le Mouvement libertaire en Espagne ». Un soutien financier est organisé « Pour les emprisonnés de Barcelone et de Madrid », en donnant l'adresse de « Mme Simal, Les Hostalets, 66300 Montauriol, Thuir ». Puis un compte CCP sera fourni, plus un deuxième au nom de Nicole Alligier, compagne de Bernard.

Du 23 au 28 février : Une série d'articles du CAR est intégralement publiée dans *L'Indépendant* et *Le Midi libre*. La coopération et la coordination sont bonnes avec le groupe de Perpignan d'Amnesty international qui en publie aussi, ainsi qu'avec celui de Toulouse, et avec la section des P-O de la Ligue des droits de l'homme.

Le 2 mars : Un petit article paraît dans *Le Travailleur catalan* (organe du PCF), qui est le premier à fournir l'adresse du compte « Pour les emprisonnés de Barcelone ».

Le 10 mars : Dans *Front libertaire des luttes de classe*, hebdomadaire de l'Organisation communiste libertaire, paraît l'article « Boucs émissaires dans l'Espagne du Pacte social », rédigé par Daniel Guerrier au nom de l'OCL – Catalogne-Nord ; suivi d'un communiqué des prisonniers à La Modelo et à La Trinidad, ainsi que la dernière lettre de Salvador Puig Antich à son frère avant son exécution.

Le 13 mars : « Les aveux des jeunes français détenus à Barcelone ont été extorqués par la torture ». *L'Indépendant* rend compte sous ce titre de la conférence de presse du 10 mars au centre universitaire de Perpignan à l'initiative de la LDH sur les conditions de détention de Bernard et Victor.

Le 14 mars à Madrid : Après une tentative d'évasion collective découverte le 13, les gardes chiourmes de Carabanchel assassinent sauvagement Agustín Rueda Sierra⁴⁸. L'«interrogatoire» au cours duquel il va décéder⁴⁹ était dirigé par le directeur de la prison en personne. Celui-ci ainsi que dix autres fonctionnaires de la pénitencière seront inculpés pour coups et blessures, mais ils resteront en liberté provisoire. Une grève se propage à Sallent les 17 et 18 mars lors de l'enterrement d'Agustín : les participants au cortège funèbre et la famille doivent supporter une lourde présence policière jusque dans le cimetière. De nombreuses manifestations et actions agiteront l'Espagne les jours suivants.

Le 15 mars : Un article paraît dans *Libération* sur les arrestations de février

Le 16 mars : Grève de la faim entreprise par des prisonniers libertaires de plusieurs centres pénitentiaires d'Espagne.

Mars à Perpignan : le CAR diffuse le « Communiqué à l'opinion publique » signé par les quatre du Groupe autonome libertaire de Barcelone. Ils y revendiquent des attentats :

Mi-juin 1977 : Palais de justice de Barcelone

Fin décembre 1977 : Palais de justice de San Feliú

Mi-janvier 1977 : Prison Modelo de Barcelone, Asilo Duran et Palais de justice de Granollers.

Un extrait : « Jusqu'à présent seule la police a eu la parole, maintenant vient notre tour. [...] Nous ne prétendons pas exemplariser notre lutte, elle n'a d'autre transcendance que d'être la nôtre, nous ne l'adoptons pas à vie ; elle nous paraît comme la plus efficace MAINTENANT, c'est tout. [...] Nos actions ont toujours une finalité sociale [...] nous ne nous en repentons pas. Cette lutte nous allons la continuer, en prison, avec plus de vigueur que jamais. Nous sommes maintenant dans ce monde obscur que nous dénonçons il y a quelques temps. Ici la terreur et la violence sont sans égales. » (*In Insurrection*, 1979)

Le 17 mars à Perpignan : Conférence de presse conjointe de la LDH et du CAR

Le 18 mars à Perpignan : Journée internationale contre la répression annoncée dans une plaquette de quatre pages titrée : « Avant qu'il ne soit trop tard ». Elle démarre par une conférence de presse du CAR dénonçant les conditions de détention à La Modelo depuis la mutinerie du 17 février 1978, « laquelle s'est avérée n'être qu'une provocation destinée à annuler les conquêtes obtenues par les prisonniers, après de nombreux mois de lutte. » L'extrait d'une lettre provenant de détenus décrit le « climat de terreur », et le contexte dans lequel des prisonniers ont été battus et torturés – parfois à mort, comme pour Agustín Rueda.

Une « animation » rassemble ensuite dans la ville plus d'un millier de personnes venues de France et d'Espagne, avec la participation de la Fanfare bolchévique et du trompettiste Michel Marre. Débat et gala de soutien se succèdent au Centro español, avec entre autres Carlos Andreu, Greame Allwright, Gisèle Bellsola, Serge Utge-Royo, Planeur Fou... (Colette Magny, indisponible, s'était excusée), jusque tard dans la nuit. Diffusion de la brochure de vingt-deux pages « La chasse aux sorcières. Espagne 1978 » comprenant les témoignages de Bernard, Victor, Andrés, Boni, Conchi, Nanda, Oscar, et d'un collectif de prisonniers sur les arrestations, les tortures subies et les mutineries écrasées par une répression terrible.

Le 22 mars à Madrid : Exécution à la mitrailleuse de Jesús Miguel Haddad Blanco, directeur général des Institutions pénitentiaires espagnoles, acte revendiqué par les Groupes de Résistance Antifasciste du 1er Octobre (organisation armée espagnole d'inspiration maoïste) « comme conséquence de la mort de l'anarchiste catalan Agustín Rueda », et en « guise d'avertissement à tous ceux qui torturent et maltraitent les prisonniers politiques ». De mystérieux « Grupos Autónomos de Apoyo a Presos en Lucha » (GAPEL)

⁴⁸ https://es.wikipedia.org/wiki/Agust%C3%ADn_Rueda_Sierra

⁴⁹ <http://centrestudispedroflores.blogspot.com/2011/04/biografia-agustin-rueda-sallent.html>

⁴⁹ *In* Video de Joni D. (2014) : « Il y avait deux principes à observer pour ceux qui étaient torturés : d'abord tenir quarante-huit heures pour que les autres puissent se cacher ; ensuite quand on avait parlé, rendre compte à son avocat de tout ce qu'on avait dit. Agustín n'avait pas parlé du tout. »

apparus en juillet 1977 et présentés comme le bras armé de la COPEL revendiquèrent également l'exécution (Voir César Rubio, 2013, pp. 263 et 341).

Le 21 mars : un entrefilet dans *LVG* de ce jour signale que neuf détenues de la Trinidad mènent une grève de la faim pour protester contre l'assassinat d'Agustín Rueda et contre les conditions de vie dans la prison – parmi elles Nanda et Conchi.

Le 25 mars : Parution d'une longue lettre de Bernard Pensirot dans *Front libertaire des luttes de classe* (OCL).

Le 26 mars : Dans *Le Midi libre*, un « Groupe autonome libertaire Agustín-Rueda » revendique à l'AFP la pose d'un explosif qui pulvérisa la porte de la Maison d'arrêt de Montpellier dans la nuit du 24. Le lendemain, les deux équipes de football SMOC de Perpignan jouent avec un petit brassard noir en signe de deuil, après avoir rendu public un communiqué où ils se référaient à Agustín : « Que le monde devienne aussi bon que tu l'étais. » [Source : Joni D., 2014, p. 199]

Printemps 1978 : Máximo Casas González, « Maxi », un membre du groupe autonome de Madrid incarcéré à la suite de la rafle de février 1978, s'évade de la prison de Carabanchel en se glissant avec des prisonniers sociaux dans un camion poubelle.

Le 1^{er} avril à Perpignan : Tract du CAR « Tortures à Barcelone » diffusé – avec la participation d'Oscar –, dans le hall d'entrée du 14^e festival « Confrontation 1978 : La guerre d'Espagne vue par le cinéma », avec exposition de panneaux [voir une photo en Annexe VI].

Le 8 avril : Dans *Front libertaire des luttes de classe*, paraît la deuxième partie de l'article « Boucs émissaires dans l'Espagne du Pacte social » de Daniel, suivi d'un communiqué de prisonniers concernant l'assassinat d'Agustín Rueda.

Le 12 avril : Début de la grève de la faim de Bernard et Victor en même temps que celle de quatre prisonnières de la Trinidad, et d'une vingtaine de détenus d'autres villes. L'annonce est relayée dans *L'Indépendant* du lendemain. Le CAR fait circuler le communiqué des « Prisonnières libertaires de La Trinidad, Barcelone ».

Le 13 avril à Perpignan : Parution de l'article du CAR dans *L'Indépendant du Midi* intitulé : « Inquiétude sur le sort des emprisonnés de Barcelone ».

Le 14 avril : Dans *L'Indépendant* la Fédération catalane du PS « dénonce les exactions en Espagne ».

15 avril dans *El País* : dix-huit prisonniers anarchistes sont en grève de la faim depuis deux semaines, neuf à Carabanchel, neuf autres à la Modelo et à la Trinidad.

Le 17 avril : Article de Léo Palacio dans *Le Monde* : « Incarcérés en Espagne depuis le début de l'année. Deux Français auraient été torturés ».

Avril : Une autre version de la « guerre sale » démarre : Antonio Cubillo, militant d'un petit groupe indépendantiste des Canaries tombe sous les balles d'un commando lié au Ministère de l'Intérieur. Il restera paralysé. In *Dictadura y transición: La monarquía parlamentaria*, Bernat Muniesa i Brito, p. 83

18 avril dans *Combat* : « Les autonomes espagnols menacent de tuer un membre du gouvernement ... si l'un de leurs compagnons emprisonnés meurt "accidentellement" ». L'article rend compte de la conférence de presse qui s'est tenue la veille à Toulouse dans les locaux de l'hebdo *L'Autan*, organisée par des autonomes français au nom du MLE, animée par l'avocat « laboralista » [du travail] de la CNT, Emilio Pardiñas. Il sera interviewé par Sud Radio au même moment (Source : Hortensia)

Emilio Pardiñas Viladrich, « Pedrals », est né en 1943. « À Barcelone, étudiant, il milite avec les

nationalistes catalans et fait partie du SDEUB [Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona]. En 1967, il poursuit ses études en France. Il prend part à la révolte étudiante de mai 1968. En 1971, à Paris, il est condamné à un an de prison pour un « braquage ». Il est incarcéré plus de trois mois à la prison de Fresnes et est expulsé de France. De retour à Barcelone, il travaille aux éditions Redondo. Dans l'appartement qu'il loue avec un ami espagnol, connu à l'Institut d'études politiques à Paris, il rencontre et sympathise avec « Montés » qui l'intègre aux activités du MIL ». (In Duhourq/Madrigal, 2007, pp. 52-53). Emilio meurt le 23 octobre 2011.

« Comme avocat il a défendu les causes perdues, les mouvements sociaux et les compagnons emprisonnés » (in <http://memorialibertaria.org/content/el-pasado-d%C3%ADa-23-de-octubre-falleci%C3%B3-emili-pardi%C3%B1as-viladrich>).

Le 19 avril à Perpignan : Manif-défilé avec distribution de tracts et exposition de panneaux avec textes et photos pour soutenir les emprisonnés en grève de la faim. Le cortège finit sa route devant le consulat d'Espagne. Action relayée dans *Sud* d'avril 78. Le même jour ont lieu de nouvelles perquisitions chez les animateurs du Futur antérieur.

Le 19 avril, dans l'article intitulé « Vingt-quatre détenus libertaires en grève de la faim », *Libération* signale que le meurtre d'Agustín Rueda a été suivi quelques jours plus tard de l'exécution à la mitrailleuse de Miguel Haddad, directeur général des Institutions pénitentiaires espagnoles.

Le 20 avril à Perpignan : Publication dans le courrier des lecteurs de *L'Indépendant du Midi* d'une tribune de notre ami Yves Perotin, responsable de la Fédération socialiste des P-O, sur « l'emploi abusif du mot terroriste ». Il revendique publiquement son amitié avec Bernard, accusé de ce chef, et fait appel « aux anciens de la Résistance ». Il fait suivre sa signature de ses « qualités » : « Arrêté pour résistance civile à Bordeaux en 1942 ; «terroriste» au Vercors en 43-44 ; combattant volontaire en 44-45⁵⁰.»

Le 21 avril : Simon Fernández est jugé et condamné à deux ans de prison pour détention d'explosif, au cours du premier procès pour terrorisme de la transition (Joni D., 2014 p. 200). Il obtient une permission de sortie en juin, et choisit de ne pas rentrer. (Voir Rappe, 2021, p. 105)

Le 24 avril : Dans *L'Indépendant du Midi*, la LDH rappelle qu'aucun chef d'inculpation n'a été retenu contre Bernard et Victor.

Les 27 et 28 avril : Deux articles du CAR dans *L'Indépendant du Midi* et *Le Midi libre* signalent que les deux Perpignanais en sont au quinzième jour de leur grève de la faim.

Le 2 mai à Perpignan : Lettre d'Asumpción Simal remise en main propre au consul d'Espagne soutenue dans sa démarche par l'avocat M^e Delbreil, par Yves Perotin, par un représentant du PSU et de la LDH, et un autre du CAR.

Le même jour dans *L'Indépendant du Midi*, le PCF (Fédération départementale) et l'Organisation Communistes des Travailleurs (OCT) protestent contre la détention de Bernard et Victor.

Le 4 mai : Dans *L'Indépendant du Midi* deux articles de la LDH et d'Amnesty international annoncent le renforcement de leur soutien et la réunion publique du 6 mai.

Le 6 mai à Perpignan : Soirée de protestation à la Fédération des Oeuvres Laïques en présence de M^e Delbreil, l'avocat français de Bernard et Victor, avec projection d'un film sur les prisons françaises. Soutiens : SNES-Sup, LDH, Amnesty international, PS et CFDT ; une photo paraît dans la presse locale. Ce même jour, publication dans *Front libertaire* de « Espagne, la répression s'amplifie », article rédigé par les prisonniers.

⁵⁰ Grâce à sa fille, Anne Perotin-Dumon, on peut lire son récit autobiographique : *La vie inimitable - Dans les maquis du Trièves et du Vercors en 1943 et 1944*, richement annoté, paru aux Presses universitaires de Grenoble en 2014. (https://fr.wikipedia.org/wiki/Yves_P%C3%A9rotin).

Le 8 mai : Lettre de Bernard et Victor annonçant qu'ils ont reçu leur chef inculpation pour « passage clandestin d'explosifs et d'armes », après vingt jours d'une grève de la faim qu'ils décident d'arrêter. À la suite de la découverte d'un tunnel d'évasion en cours de creusement, les membres de la COPEL engagent une nouvelle épreuve de force avec l'administration, et les automutilations de protestation recommencent. Bernard et Victor ne se coupent pas les veines mais aident les infirmiers à soigner les 300 à 400 prisonniers (sur les 1000 de La Modelo). L'administration débordée devra en envoyer à l'hôpital, et la presse finira par entrer dans la prison.

Le 11 mai : Témoignage de Victor diffusé par le CAR : « La Nuit rouge de La Modelo, sur les automutilations de prisonniers, tant politiques que «sociaux». Occupation des locaux de l'annexe du consulat d'Espagne à Perpignan par des membres du CAR avec diffusion d'un petit tract. Un article en rend compte dans *L'Indépendant* avec une photo.

Le 17 mai : Plusieurs articles soutenant les prisonniers paraissent dans la presse locale, dont celui de la Fédération de la Libre Pensée des P-O.

Le 20 mai : Lettre collective de partis et syndicats départementaux adressée au ministre de la Justice espagnol. Signatures : Fédération des P-O du PCF ; Fédération des P-O du PS ; Mouvement des Radicaux de Gauche ; UD-CFDT ; UD des Syndicats Confédérés CGT ; LDH des P-O. Sorti ce même jour, *Front libertaire* titre « Grève de la faim depuis le 12 avril ».

24 mai à La Junquera : Arrestation de Jacques Garcin, du groupe autonome de Montpellier alors qu'il circulait dans une voiture où se trouvaient des armes à feu (*cf.* le journal *Los sitios de Gerona* du 25 mai). Il sera incarcéré à Gérone. En septembre un tunnel sera creusé par un groupe de compagnons pour tenter de le libérer.

Mai 1978 : Lors d'une expropriation à Lloret de Mar en Catalogne, Miguel Ángel Moreno, un membre des groupes autonomes de Barcelone qui avait échappé à la rafle de fin janvier, sera blessé par balle et arrêté, ainsi que deux autres compagnons. Il sera condamné à cinq ans de prison, peine qu'il effectuera entièrement.

Le 27 mai : Un article du CAR dans *L'Indépendant du Midi*, dénonce l'hypocrisie de la réforme pénitentiaire engagée en Espagne : « Les deux visages de l'Espagne ».

Le 2 juin : Evasion collective ratée à La Modelo suite à laquelle une enquête est menée ; certains détenus sont placés à l'isolement dans le quartier disciplinaire de la cinquième galerie, dont Bernard et Victor. Andrés Mira : « Notre projet en fait c'était de vider la prison avec l'évasion massive d'au moins 500/600 détenus concentrés dans les égouts ». Ils devaient, de manière coordonnée, partir tous en même temps par trois points de sortie dans la ville. Mais certains n'ont pas tenu parole et sont sortis trop tôt : quarante-cinq détenus se feront la belle. « Ceux de la COPEL qui participaient au projet se sont affolés au vu de la tournure des choses, mais ils ont fait prévenir les "autonomes" de la situation, pour qu'ils retournent dans les galeries avant de se faire prendre». *In* Entretien de P. Carles avec Andrés, 2003).

Les sept-huit mois « d'autogestion de la prison » mise en œuvre par la COPEL vont bientôt s'achever avec cette évasion. Jusque-là non seulement toutes les portes des cellules étaient ouvertes, mais les détenus avaient mis les serrures à l'intérieur et s'enfermaient quand ils le voulaient ; sinon ils passaient leurs journées dans la cour. Andrés : « C'était incroyable, il faudrait réunir plein de monde et faire un film là-dessus [...]. Les couples homo ne se cachaient plus. Il y a eu de bons trucs avec la COPEL, elle a réussi à empêcher les viols de jeunes. Même si certains ont recommencé plus tard, je dois dire que la majorité des *socios* ont pris les choses en main, ils y croyaient ; il régnait une grande solidarité, on faisait des collectes pour ceux qui n'avaient rien. [...] La prison était remplie essentiellement de petits voleurs de poules, des lumpen, qui prenaient dix ans pour un radio-cassette, et pire pour les récidivistes. Ici des droits communs, t'en avait pas, c'étaient tous des *socios*. Il n'y avait pas de grosses mafias comme en France. [...] L'administration ne contrôlait alors quasiment que l'enceinte de la Modelo et s'attachait à

empêcher les creusements de tunnels, car chaque groupe creusait le sien. Pour une évasion ratée, tu prenais six mois de taule en plus ». (*Ibid.*)

Le 3 juin : Intitulé «Solidarité», suite et fin de l'article de Daniel, « Boucs émissaires dans l'Espagne du Pacte social », paru dans *Front libertaire*.

Le 9 juin à Perpignan : Diffusion du communiqué de la COPEL-Modelo (trois pages traduites en français) : « Vers une justice populaire », dans lequel elle précise ses buts, finalités et revendications.

Le samedi 1^{er} juillet : Vers 1 heure 30 du matin, à l'occasion de la visite du président de la République Valéry Giscard-d'Estaing dans la région de Perpignan, des attentats à l'explosif ont lieu contre des entreprises espagnoles. Le même soir, de manière coordonnée, une action sera menée par des libertaires à Nîmes contre la Maison d'Espagne, et une autre échouera contre le Consulat espagnol.

Le 2 juillet : Gros article avec photos dans *L'Indépendant du Midi* : « Série d'attentats à l'explosif contre des firmes espagnoles » dans la zone industrielle de Perpignan-Saint-Estève. L'usine textile « Punto Blanco » et l'usine de liqueur «43» ont subi de gros dégâts matériels. Ils sont revendiqués par téléphone au journal par un « Groupe autonome libertaire de février » qui demande la libération des membres des groupes autonomes libertaires de Valence, Barcelone, Madrid, Valladolid, et des deux Français emprisonnés à Barcelone.

Le 19 juillet à Perpignan : Troisième perquisition au Futur antérieur à la suite d'une plainte pour diffamation.

Du 22 au 25 juillet : « Journées internationales anti-répression » organisées entre autres par Pep Palau. Grande rencontre dans la localité L'Esquirol, un petit village d'Osona, en Catalogne. Nicole rend visite à Bernard à La Modelo.

Courant juillet à St Jean-de-Luz : un mystérieux « Batallón Vasco-Español » mitraille l'*etarra* Ignacio Echave et son épouse. Cela préfigure les actions des Grupos Anti-terroristas de Liberación (GAL) en 1983, opérant clandestinement contre les membres de la ETA sous le régime du socialiste Felipe González.

Dans la nuit du 9 au 10 août à Montpellier : Attentat à l'explosif contre la Maison d'arrêt. Action revendiquée dans divers médias en solidarité avec les membres des groupes autonomes incarcérés en Espagne, et avec les personnes détenues à Nîmes en juillet, suite à l'échec de l'action contre le Consulat espagnol.

Le 24 août : Après des journées de tension, la police investit avec grande violence La Modelo dont elle reprend complètement le contrôle. L'administration transfère à l'isolement dans la 5^e galerie tous les actifs et sympathisants de la COPEL, qui sont sévèrement battus. Victor et Bernard y sont aussi transférés. Le témoignage circonstancié de Bernard est diffusé par le CAR, suivi d'un communiqué d'un Groupe autonome libertaire de La Modelo. Certains détenus sont transférés : Boni à Carabanchel, Victor à Alcalá de Henares.

Le 28 août à Barcelone : Arrestation du *Rubio* et de Manuel CRUZ de l'ERAT (Joni D., 2014, p. 172)

La fin de l'été en France «marque la rupture entre divers groupes autonomes. [...] Certains enthousiasmés par "la puissance de feu" des groupes autonomes, par un mouvement social [...] qui réagit violemment aux restructurations capitalistes [à Denain, à Longwy] pensent que la période est favorable pour radicaliser et structurer le mouvement. Ils décident la constitution d'une organisation armée. Ils veulent passer à un niveau supérieur d'affrontement qui suppose aussi des exécutions ciblées. [...] C'est de ce courant que va naître Action directe. Les autres groupes refusent l'organisation pour diverses raisons. Tous les individus n'ont pas la même analyse de la situation, la même conception, la même stratégie sur

le combat à mener. Concevoir une organisation permanente qui s'affirme en guerre contre l'État va à contre-courant de leur pensée et de leur mode d'organisation. Ils restent sur des bases mouvementistes et assembléistes. [...] Ces groupes sont déjà très critiques sur les orientations avant-gardistes des organisations marxistes-léninistes de lutte armée style Brigades Rouges (Italie), la Rote Armee Fraktion (Allemagne). [...] [Ils estiment qu'une] transformation sociale ne peut reposer sur la seule utilisation des armes et des explosifs. La lutte armée ou les actions armées ne sont pas une finalité, les formes d'intervention sont (et seront) multiples et variées. Créer une armée, qu'elle soit rouge ou noire, induit une clandestinité permanente et le repli sur cette seule forme de lutte. (*In Le Pari de l'autonomie*, 2018, pp. 292- 293)

2 septembre-21 octobre à Barcelone : Deuxième grève des pompistes. L'Assemblée des travailleurs des stations-services conteste les modalités de la convention passée au niveau national entre l'État et les syndicats, signée par l'UGT et les CCOO qui s'auto-proclament représentants de tous les travailleurs de ce secteur. Ces nouveaux « accords » issus des modalités des « pactes de la Moncloa » révisaient nettement à la baisse les salaires et les conditions de travail par rapport à la convention provinciale. Une grève illimitée est annoncée à partir du 2 septembre 1978 par les pompistes barcelonais. La situation se tend rapidement : des membres de la police nationale sont utilisés comme « jaunes », et plus de cent membres des piquets informatifs sont arrêtés. L'Assemblée doit alors faire face non seulement au patronat et à l'État mais aussi aux syndicats – FOP, CC.OO et UGT – et à la presse qui, cette fois-ci, lui est hostile. Au bout de deux mois de grève, sans appui suffisant, l'Assemblée l'arrêta le 21 octobre et accepta de négocier sur la base de la réintégration des ouvriers licenciés, la libération des emprisonnés et sur le respect des améliorations des conventions provinciales du 26 octobre 1977.

Source : <https://taxi.cnt.cat/associacio/article/6196>.

Voir aussi <https://www.revue-ballast.fr/lespaigne-apres-franco-le-mouvement-ouvrier-pendant-la-transition-democratique/>

Le 7 septembre Barcelone : Au cours d'une manifestation de soutien aux grévistes, l'activiste italien Pasquale Barcelona est arrêté et incarcéré à la Modelo.

Les 2 et 3 octobre à Perpignan : Deux articles du CAR paraissent dans *L'Indépendant du Midi* sur les horreurs de la répression à La Modelo, et sur les « Grèves de la faim dans les prisons espagnoles » dont celle que reprennent Victor et Bernard, leur dossier judiciaire restant bloqué.

Le 2 octobre, dans *Front libertaire*, paraît un communiqué de soutien aux prisonniers en lutte d'Ocaña, suivi d'un article de la COPEL. La grève de la faim est aussi entreprise par d'autres prisonniers des GAL – dont Andrés et Boni –, d'autres de l'ERAT⁵¹, et par les libertaires incarcérés après l'incendie de la Scala : https://elpais.com/diario/1978/10/11/espana/276908423_850215.html

Le 14 octobre : Diffusion d'un communiqué du Groupe autonome libertaire de La Modelo.

Le 31 octobre : Mise en liberté provisoire de Bernard après neuf mois de mobilisation des soutiens et vingt-huit jours de grève de la faim, suivie une demi-heure après de celle de Victor à Alcalá de Henares.

Les dossiers de Bernard et de Victor ont été clos sans qu'ils aient vu un juge d'Instruction. Leur avocat leur apprend que deux cautions de 100 000 pesetas ont été versées ; celle de Bernard par la CNT et celle de Victor par le Comité de soutien. Mais ils sont assignés à résidence avec interdiction de quitter le territoire espagnol, ce qu'ils ne respecteront pas.

Prévu le 15 novembre 1979 à Madrid, devant l'Audience nationale, leur procès sera finalement reporté au 23 février 1981 – hasard du calendrier, le même jour que la tentative de « coup d'État de Tejero ».

⁵¹ Ejército Revolucionario de Ayuda al Trabajador : groupe d'ouvriers de la SEAT créé en 1976. Ils furent accusés d'avoir participé à diverses attaques de banques. Les sommes récoltées alimentaient une caisse de solidarité pour des travailleurs et des chômeurs. (Lire l'entretien les concernant dans *Appels de la prison de Ségovie*, Champ Libre, 1980).

Fin 1978-1979 à Perpignan : Le CAR diffuse les textes et témoignages rédigés par Bernard et Victor depuis leur sortie.

Le 16 novembre : Gros article de *L'Indépendant du Midi* avec photo. Un journaliste s'entretient avec Bernard : « Bernard Pensiot. Deux mois dans la 5^e galerie de La Modelo de Barcelone ». Il révèle que le mouvement libertaire était infiltré par un individu qui les a piégés à Barcelone – sans donner son nom. Parution dans *Front libertaire* du témoignage de Bernard Pensiot, suivi d'un communiqué du CAR sur les libérations.

Le 14 décembre : *Front libertaire* publie un encadré dans son numéro 101 : « Bernard Pensiot et Victor Simal enfin libérés », relayant leurs conclusions personnelles sur toute l'affaire :

« Bernard Pensiot et Victor Simal pensent qu'ils ont été libérés grâce à la campagne qui s'est développée autour d'eux, mais aussi parce qu'ils étaient devenus inutiles ; ils donnent en effet trois raisons pour leur arrestation :

- elle était une occasion pour l'Etat espagnol de se venger de leurs activités militantes en faveur des luttes sociales en Espagne ;
- le contexte d'une campagne contre le MLE à partir de l'attentat de la Scala ;
- avoir servi de « preuve » d'activités clandestines en Catalogne-Nord française dirigées contre l'État espagnol. En effet, les réunions de “travail” entre les polices des deux États se sont multipliées dans les mois passés. »

1979

Le 4 janvier à Perpignan : Parution dans *L'Indépendant du Midi* – rubrique « Tribune libre » – d'un texte de Victor Simal :

« Je plaide coupable. Je pourrais aussi bien plaider innocent, le problème ne se posant pas de toute façon en ces termes pour moi. Coupable ? Innocent ? Deux tentatives simplistes et arbitraires du Pouvoir pour étiqueter les individus et les faire entrer dans le moule sécurisant de la normalité. D'un côté les bons, de l'autre les méchants. D'un côté, le citoyen honnête, de l'autre, le terroriste. Quel terroriste ? Moi hier, toi demain, ou bien ton voisin. N'importe lequel d'entre nous. Le rouleau compresseur de l'euro-répression s'est mis en route, et il ne laissera dépasser aucune tête. »

Le 10 janvier : Ce même texte de Victor est publié dans *Front libertaire des luttes de classe* (OCL), n° 102. [Voir le texte entier en Annexe VII]

Sans doute en début d'année, une affiche⁵² de recherche « Se busca » signée des « Comites Internacionales de Defensa Anarquista » et des « Grupos anarquistas [Federación Madrid] » est publiée à Madrid pour dénoncer le rôle du *Rubio* en tant que :

« Collaborateur dans la chute de Fernando Simón [sic] et Agustín Rueda, assassiné à Carabanchel par ses geôliers, collaborateur dans la chute des Grupos Autónomos Libertarios, collaborateur dans la chute des membres de l'Ejército Revolucionario de Ayuda a los Trabajadores ».

Il n'y eut malheureusement pas de dénonciation publique équivalente de la part des libertaires en France. Certains du CAR en eurent le projet sur Perpignan, mais des activistes français rencontrés à Paris par Daniel n'ont pas trouvé l'idée opportune. En fonction de leurs relations avec le *Rubio* qui leur fournissait ponctuellement de l'aide, ils ont dissuadé ceux du CAR de procéder à une telle campagne, ce dont se souvient amèrement Daniel. Pourtant ils semblaient au courant de la propension du *Rubio* à proposer ses talents aux services policiers pour se sauver lui-même en cas d'arrestation. Boni nous confirme en 2021 que nombre d'activistes étaient en « dette » vis-à-vis du *Rubio*, leur fournisseur.

Dans l'été 2021, ayant eu l'occasion d'évoquer ces souvenirs avec des protagonistes de l'époque et aussi avec Jean-Marc Rouillan – qui était en Italie en 1978 – Daniel apprend que ce dernier a partagé un temps la même Centrale française que le *Rubio* : Moulins, en 2004. Rouillan ne l'avait jamais fréquenté

⁵² Edo (2006, p. 300) situe en 1979 la réalisation de l'affiche contre le *Rubio* par le CN de la CNT. Elle est reproduite sur le bandeau qui entoure la jaquette de la deuxième édition de son autobiographie : *Algunos me llaman El Rubio*.

auparavant, mais en avait entendu parler. Le *Rubio* aurait prétendu que ce n'était pas lui qui avait piégé Bernard et Victor. Peu cultivé, le *Rubio* demanda à Jean-Marc de lui rédiger sa biographie, en la rendant «cohérente» – ce qu'il lui refusa. Cela sera concrétisé en 2016 sous le titre : *Algunos me llaman el Rubio* aux bons soins de l'écrivain Juan M. Velázquez, qui avait rencontré José Juan Martínez Gómez dans la prison de Martutene en 2013.

Pour Rouillan, ce dernier est plutôt un voyou sans réelles convictions ni culture politiques, issu une enfance très perturbée, avec un père sortant d'un camp de travail franquiste. Formé à l'adolescence dans les camps de jeunesse phalangistes, il était prêt à manger à tous les râteliers en cas d'arrestation pour se sauver lui-même – tout en continuant d'«aider» des groupes activistes pour paraître « un peu moins sale à ses propres yeux », *dixit* une vieille amie du mouvement libertaire en France en 2021.

Février : Publication du « Texte collectif de libertaires et de “droits communs”» de la Modelo : « Sur la situation dans les prisons espagnoles». Il commence ainsi : « S'il fallait faire le point de la situation actuelle dans les prisons espagnoles, il faudrait reconnaître qu'il ne s'y respire plus ce vent de révolte qui y soufflait il y a quelques mois. Sans que l'on puisse dire, cependant, que le pouvoir ait gagné la partie, ni que García Valdéz ait réussi là où tant d'autres avant lui ont échoué. [...] L'évasion, cette possibilité à laquelle il y a encore un an très peu pensaient, est maintenant devenue une obsession.»

(*In Insurrection*, 1979, p 18).

« À mesure que nous nous faisons arrêter – c'est-à-dire à partir de début 1978 lorsque, du fait de l'affaiblissement du mouvement général, nous nous sommes retrouvés de plus en plus isolés et que la police et son armée d'indicateurs pouvaient nous consacrer beaucoup plus d'attention – les compagnons qui étaient encore libres à Valence et ailleurs, ainsi que d'autres qui avaient réussi à s'évader, se sont fixé comme objectif principal la libération de prisonniers. » (*In Le Pari de l'autonomie*, 2018, p. 182).

Mai : Suite aux conflits dans la CNT, le directeur de la *Soli* démissionne, et les militants des GAA (Grupos de Afinidad Anarcosindicalistas) sont expulsés.

Le 1^{er} mai en France : « Action Directe va apparaître médiatiquement en revendiquant une série d'attentats à Paris, puis va poursuivre sa route, commettre d'autres attentats. L'organisation va s'allier avec la Rote Armee Fraktion (RAF) à partir de 1985... » (*In Le Pari de l'autonomie*, 2018, p. 293)

Octobre, à Ségovie : Un des communiqués rédigés par des « groupes autonomes» emprisonnés dresse une sorte de bilan de leur activité. Il commence ainsi : « La composition des groupes autonomes actuels a pour base une ancienne relation dans l'activité révolutionnaire née d'une intervention pratique commencée depuis le début des années 1970, consistant en une aide et une participation aux luttes sociales tendant à l'autonomie de classe et à l'autosuppression du prolétariat, c'est-à-dire à la réalisation d'une société authentiquement communiste. [Suit l'énumération des interventions concrètes réalisées en Espagne et en France de 1975 à 1978]. [...] Certains membres ont choisi d'entrer, au niveau individuel, dans la CNT, pour tenter de la renforcer comme organisation révolutionnaire possible, sans qu'ils abandonnent pour autant la poursuite des activités autonomes coordonnées avec ceux des autres groupes autonomes qui refusèrent d'entrer dans la CNT, parce qu'ils la considéraient comme un syndicat de plus dans la gamme des options capitalistes pour sortir de la crise économique actuelle. [...] Ceux qui avaient décidé [...] de radicaliser la CNT [...] ont pu constater les vieux défauts inhérents à tous les partis et syndicats : bureaucratie, lutte pour le pouvoir, contrôle exercé par la base. [...] Ce sont les structures syndicalistes qui engendrent tout cela. »

(*In Coordination des groupes autonomes d'Espagne, Appels de la prison de Ségovie*, 1980, pp. 45-49).

Le 24 octobre à Barcelone : la police découvre un tunnel Calle de Vilamari. Il partait d'un appartement loué sous une fausse identité par Simon Fernández. Il devait arriver aux égouts puis rejoindre la Modelo, toute proche. L'objectif était de faire évader la douzaine de détenus libertaires. Une vingtaine d'autonomes, français et espagnols, ont travaillé pendant plusieurs semaines pour creuser le tunnel, dont Michel Mira le frère d'Andrès. Mais ils ont été obligés de quitter rapidement l'appartement à cause d'un gros problème posé par les sacs de terre accumulés contre un mur dans l'appartement. Les voisins leur ont

signalé des fissures de leur côté sur ce mur mitoyen. Le propriétaire a demandé à voir l'appartement... Il a découvert le tunnel et prévenu la police.

Le 15 novembre à Madrid : Ouverture du procès des membres du Groupe autonome de Barcelone et de leurs soutiens, devant l'*Audiencia nacional* qui a succédé aux juridictions d'exception de l'ère franquiste, avec des juges déjà en place à l'époque de Franco. Le procès est reporté au 23 février 1981.

Le même jour, une bombe ravage les bâtiments du tribunal de Valence, en Espagne. C'est la première opération commise et revendiquée par des Enragés internationalistes en territoire espagnol, en solidarité avec les militants concernés par le procès. On compte aussi à leur actif l'explosion de plusieurs bombes de manière coordonnée dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre à Perpignan et à Tarbes contre des portes de prisons ; à Cêret contre un entrepôt de la firme espagnole SEAT ; à St Estève contre la firme espagnole de liqueur 43, et à Paris contre un tribunal de police.

Du 8 au 16 décembre à Madrid : Eclatement de l'organisation lors du V^e congrès de la CNT : une « CNT renouvelée » se constitue, essentiellement autour de militants de l'Intérieur. Au cours du Congrès de Valencia de juillet 1980, elle prendra le nom de CGT après avoir perdu le procès intenté par la CNT « historique ». Cette dernière était encore majoritairement dirigée par les vieux leaders de l'exil, rentrés au pays ou pas, revendiquant la propriété du sigle tout comme le bénéfice du dédommagement pour les locaux confédéraux dans toute l'Espagne d'avant-36 saisis par les franquistes.

Courant de l'automne : Parution de la revue *Insurrection* en solidarité avec les compagnons autonomes détenus en Espagne et en France. Elle contient la liste des détenus dans les deux pays, et des textes de prisonniers en Espagne. C'est un document réalisé par un groupe de toulousains et imprimé à Perpignan.

Fin 1979 à Perpignan : une lettre-circulaire interne tapuscrite de deux pages de Victor est distribuée : « Plusieurs années de militantisme... ».

1980

Parution en France du livre *Appels de la prison de Ségovie*, de la Coordination des groupes autonomes d'Espagne. Dans le texte introductif « Appel publié à l'étranger et répandu en Espagne », on apprend que « Plus de cinquante libertaires sont détenus en ce moment dans les prisons d'Espagne, et beaucoup d'entre eux depuis plusieurs années sans jugement. »

Février : bien qu'en principe recherché, *El Grillo* sort de la prison de Murcia où il était détenu pour une escroquerie commise à Elche fin 1979. Et il ne se cache pas vraiment dans les temps qui suivent puisqu'il réside chez ses parents à Rincón (*El Pais*, 1^{er} décembre 1980).

En septembre : En fin d'instruction, Antonio Cativiela Alfos (Cati) du groupe de Madrid est amnistié pour l'assassinat accidentel de l'agent de sécurité lors de l'expropriation de la Caja de Ahorros de « Saconia » le 5 août 1976.

Le 3 octobre à Valencia : Arrestation d'un groupe de quatre anarchistes : Alain Drogou, Francisco Escriche Ferrer – de Barcelone –, Miguel Cuenca Rastrojo et José Miguel Iranzo – de Valencia –, que l'on accuse de préparer une attaque à main armée contre l'Université, sans preuve aucune. On leur applique aussitôt la « Loi antiterroriste » : dix jours à l'isolement total et tortures.

Après cela, on monte à Barcelone un « service spécial de suivi et de vigilance » contre trois cénétistes : Luis Andrés Edo, José Ros et Galo Sánchez.

Le 7 octobre à Barcelone : dans la soirée on arrête Galo Sánchez, qu'on accuse d'être de mèche avec les militants de Valencia dans leur projet d'attaque.

Le 8 c'est le tour de Luis Rodríguez Prieto qui ne faisait que passer au logement du précédent. Le soir du même 8, José Ros est arrêté ainsi que des gens de sa famille ou des amis se trouvant chez lui. Puis Luis Andrés Edo et deux connaissances de passage chez lui – tout cénétistes – sont embarqués par la police.

Le 9 octobre : Francisco Barragán Morago se fait cueillir à la sortie de son travail, accusé de relations (inexistantes) avec le groupe de Valencia. Et le 10 octobre, c'est le tour de José García, accusé de préparer un attentat contre le local de *Fuerza Nueva*.

Dans le cadre de ce montage policier tous les détenus sont interrogés sans avocats ; leurs amis et proches ne se rendent compte de leurs arrestations que les 10 et 11 octobre. Ils mettent alors en branle leur défense et font paraître des articles succins dans la presse les 14 et 15.

« Nous devons reconnaître qu'avec cette infâme manœuvre [l'attentat contre la Scala], parmi d'autres, les pouvoirs publics [...] réussirent à paralyser considérablement l'expansion cénétiste, depuis le dehors comme du dedans. »

Source : *En relación con el "Caso Scala". Nueva ofensiva policíaca contra la CNT y el MLE. Las detenciones de octubre de 1980 en Barcelona*. Por Luis Andrés Edo, José Ros y Galo Sánchez.

Le 15 octobre : Le gouvernement interdit la célébration d'un Festival « Caso Scala » organisé par une Association de familiers et d'amis des Prisonniers Politiques. On voit que le gouvernement fait tout son possible pour saboter la riposte de la CNT en prévision du procès concernant l'attentat contre la « Scala ». Il faudrait trouver l'article de Edo paru dans la *Soli* de la deuxième quinzaine de novembre 1980 [avis de recherche].

Le 16 octobre à Barcelone : conférence de presse de la police au plus haut niveau, en présence du gouverneur civil. À sa suite, six des interpellés sont libérés, sans aucune charge. Les six autres partent en prison. Certains seront libérés après le procès en décembre, d'autres comme Edo ne sortiront que le 14 août 1981 (sur cette affaire voir Edo, 2006, p. 355).

Au même moment, Amnesty International publie son rapport sur les tortures en Espagne

Le premier décembre : Onze personnes inculpées pour l'attentat de la Scala sont jugées, en l'absence de Gambín. Malgré le déploiement policier, des manifestations continueront tout au long du procès, tandis que la CNT mène une campagne internationale de soutien et de dénonciation du complot policier ourdi contre elle. Le 8 décembre, les trois principaux inculpés pour homicide involontaire et fabrication d'explosifs sont condamnés à dix-sept ans de prison ; ils en feront huit. Arturo Palma et Pepe Cuevas sortiront en juin 1986, et Xavier Cañadas en septembre (cf. <https://www.publico.es/politica/>).

1981

Le 29 octobre à l'*Audiencia Nacional* de Madrid : Une partie des membres du groupe autonome de Madrid incarcérés en février 1978 passe en procès. Le fiscal réclame un total de cent quinze années de prison contre Francisco Asencio García, Antonio Cativiela Alfós, Máximo Casas González – évadé de Carabanchel au printemps 1978 et repris le 23 février 1979 à Barcelone –, Guillermo González García, José Luis Martín Díaz et Luis Guillardini Gonzalo. Le jugement rendu le 26 novembre les acquittera tous, faute de preuves.

[Sur les six accusés quatre sont morts aujourd'hui : Máximo Casas González, Guillermo González García, José Luis Martín Díaz, Luis Guillardini Gonzalo].

Le 23 février à Madrid : Lors du procès du groupe autonome de Barcelone, quarante-cinq années de prison sont réclamées pour Boni, vingt et une pour Andrès et Nanda, et sept pour Conchi. Le jugement est rendu un mois plus tard : dans *LVG* du 18 mars 1981 un petit article semble les concerner (sans mention des noms) : « Dix ans de prison pour quatre anarchistes catalans [...] qui avaient agi en Catalogne il y a trois ans. Ils sont accusés de onze délits, la plupart étant des vols à main armée et des braquages, et aussi de détentions d'explosifs, d'armes et de munitions »

Andrès sortira de prison au bout de trois ans, comme Nanda, incarcérée à la prison de Yeserías à Madrid. Conchi avait été mise en liberté provisoire en juin 1979. Boni avait été déplacé à Alcalá de Henares en octobre 1979. Après une tentative d'évasion qui échoua, on le mit à Ocaña « une prison conçue pour te

détruire ». Ensuite ils le trimballèrent à Segovia où se trouvaient les *compañeros* de Madrid. Peu après arrivèrent ceux de Valencia, dont Nicolas de las Heras. Boni sortira de prison en mai 1983.

Voir Rappe (2021, pp. 136-138) pour ce qu'il advint ensuite de ces quatre inculpés : « Le devenir du groupe autonome ».

Bernard et Victor ne se présentant pas, et comme la possibilité de jugement par contumace en l'absence des intéressés n'existe pas en Espagne, leur procès ne se tiendra pas. Cela donnera l'occasion à la police espagnole d'arrêter à nouveau Victor beaucoup plus tard, en 1989 (voir *infra*).

De son côté, Oscar qui s'est présenté assisté d'un avocat (à nouveau rémunéré par sa seule famille), a été relaxé par le tribunal de Madrid.

À Perpignan, Bernard et Nicole participent à la radio libre « Radio Du fond de la ville ».

Le 23 mai à Barcelone: Onze personnes dont le *Rubio*, présenté comme le « Numéro Un » du commando, braquent le Banco Central et entament une prise d'otages qui durera trente-sept heures. Au cours des négociations avec la police, le *Rubio* demande la libération des militaires et gardes civils d'extrême-droite incarcérés pour l'assaut du parlement du 23 février 1981, conduit par le colonel de la Benemérita Antonio Tejero Molina. Bien des choses restent encore obscures relativement à cette attaque.

L'affaire aura un grand écho dans la presse des P-O d'autant plus que le *Rubio* évoque comme commanditaire de cette opération crapulo-politique un certain « homme de Perpignan ». Une série d'articles parus dans *L'Indépendant du Midi* les 27 et 29 mai 1981 : « Anarchiste à Perpignan, agent double en Espagne », et « El Rubio pisté », mettront enfin en évidence que cet agent provocateur – en rapport avec un réseau au service de l'extrême-droite espagnole de Perpignan – sévissait depuis des années des deux côtés de la frontière.

Le 25 mai à Barcelone : Découverte d'un tunnel dans le sous-sol de l'avenue Diagonal, près de l'endroit où le Roi Juan Carlos devait présider le dimanche suivant un défilé militaire clôturant la « Semaine des forces armées ». « Cela faisait partie d'un plan destabilisateur d'ensemble en rapport étroit avec l'assaut du Banco Central du week-end dernier. Telle est la conviction des observateurs au vu des informations connues et en dépit du mutisme policier sur cette nouvelle affaire. Le magasin à partir duquel partait le tunnel avait, en effet, été loué il y a huit semaines par José María Cuevas le seul assaillant abattu dimanche lors de l'incursion des policiers d'élite dans le Banco Central ». *In Midi Libre* du jeudi 28 mai 1981.

Le 5 juin à Perpignan : Un grand article de *L'Indépendant du Midi* avec photo rend compte d'une conférence de presse organisée quelques jours auparavant : « Les libertaires et anarcho-syndicalistes dénoncent et analysent les manipulations » ... avec une intervention d'Enrique Marcos, secrétaire général de la CNT.

Le 3 décembre à Valencia : Joaquín Gambín sera arrêté (sous une fausse identité) après un échange de coups de feu avec la police : « Il fut détenu par erreur [...] pour une détention d'explosifs qu'il n'avait pas réussi à transmettre à l'ETA. Il passa moins d'un an en prison, fut libéré et continua sa vie sous un faux nom. En [avril] 1978 il avait dénoncé des membres de l'ERAT. » (*In Floros*, p. 406, note 26). Cañadas signale dans son livre (p. 65) que la revue *Interviu* enregistra un entretien avec le *Grillo* dans la prison même – et que, par contre, jamais elle ne vint voir les jeunes inculpés libertaires.

1982

Le 28 octobre : arrivée du PSOE au pouvoir.

Le 20 décembre 1982 : Parution de l'interview (avec photo) de Solé dans *Cambio 16* n° 577 : « Eduardo Solé, cerveau de l'assaut [contre la Banque centrale de Barcelone] et dénonciateur d'un réseau d'évasion de devises. » Les journalistes reprennent la thèse du complot avancée par le *Rubio*, et présentent Solé comme « l'homme de Perpignan », commanditaire du braquage.

Il est dit en substance que Solé est « un homme de droite avec derrière lui une longue histoire de

collaboration avec les services secrets franquistes et français ». En outre il aurait livré à la Guardia Civil en novembre un réseau d'évasion de devises de La Jonquère qu'il animait avec le maire José María Mezquida, par ailleurs phalangiste, et ex-membre du parti de Jordi Pujol.

L'article suivant est titré : « Le numéro Zéro parle. Eduardo Solé accuse le Numéro Un [*El Rubio*] de mensonge ». Sacrifiant au sensationnalisme habituel, la pseudo-traque de la vérité conduit le journaliste à parler avec Solé dans un bar de Torrelles, lequel nie travailler comme *confidente* de la police ou de la Guardia Civil aux dépens des anarchistes. Il accuse Henri Mélich d'avoir médité sur lui et d'avoir lui-même plastiqué sa librairie en juillet 1976. Et il aurait porté plainte contre le magazine *Interviú* pour calomnies. Il accuse le *Rubio* de mentir en le désignant comme impliqué dans le braquage du Banco Central.

Le journaliste Rafael Cid avait auparavant interrogé Henri Mélich, qui affirma au sujet de Solé « qu'en aucun cas, Eduardo Soler bien qu'étant un salaud, ne pouvait être le cerveau de ce braquage. [...] Mais le journaliste préférerait croire à son histoire ». (Mélich, 2014, p. 177)

1983

Le 8 août 1983 : *El Grillo* envoie une lettre au Président du Tribunal sollicitant une libération conditionnelle « eu égard à son activité de collaborateur de la police » (*In Cañadas*, 2008, p. 115).

Le 15 décembre : Deuxième procès de l'affaire Scala avec un seul accusé : Joaquín Gambín (54 ans). Il reconnaît travailler pour la police et les services secrets, mais pas d'avoir provoqué l'incendie. On le condamne à sept ans de prison pour s'être rendu à la manifestation avec des armes, et pour préparation d'explosifs. Mais il n'est pas reconnu comme agent provocateur ayant dirigé l'attentat.

On apprendra dans *El País* du 5 février 1984 qu'il a été transféré de la prison de Valencia à celle de Barcelone pour avoir été agressé le 7 janvier à coups de ciseaux par un autre détenu masqué. Cela serait raconté dans un « récent article de *Cambio 16* », où le *Grillo* déclare :

« Je sais qu'ils m'en veulent. Je ne comprends pas ce qui se passe. J'ai fait toute une déposition, avec une abondante documentation, prouvant que j'ai toujours agi selon les instructions du policier José María Escudero, et ils me condamnent. C'est incroyable. De plus, les autorités n'ont même pas ouvert une enquête pour clarifier les faits. Il est dans l'intérêt des anarchistes et de la police elle-même que tout reste en l'état : que je porte le chapeau. Donc les anarchistes clament leur innocence, et Escudero et Sandoval me dénoncent. Les deux sont intéressés par mon silence. »

L'ancien membre de la police sociale, José María Escudero, auquel Gambín fait référence, était alors (en 1984) le chef de la brigade centrale d'information (antiterroriste), nommé à ce poste par un ami proche, le directeur général de la police, Rafael Del Río. Gambín accuse donc Escudero, l'homme de confiance de l'ancien commissaire Roberto Conesa d'avoir monté de toutes pièces l'affaire Scala à Barcelone.

On apprend dans cet article qu'au départ – en 1977 – Gambín avait été recruté par un policier de Murcia, José Gregorio López, pour infiltrer le mouvement anarchiste de Barcelone⁵³.

On lit dans *El País* du 7 février 1985, que les veuves des quatre ouvriers de la Scala réclamaient des indemnités au ministre de l'Intérieur de 1978, Martín Villa, considéré comme le commanditaire du crime commis par Gambín. Cela n'aura pas de suites.

El Grillo sortira en conditionnelle le 16 novembre 1985 de la prison de Murcia. Vivant à Valence depuis, et sous le coup d'autres inculpations, il aurait réintégré volontairement la prison en mars 1986 pour « se réhabiliter » déclare-t-il à la presse (Voir *El País* du 13 mars 1986). On n'a rien de plus sur lui depuis cette date.

Gambín n'a donc jamais été condamné pour l'incendie de la Scala. Il aurait quatre-vingt-douze ans aujourd'hui. Selon Cañadas (p. 67), à sa sortie de prison, il vécut dans la maison de ses parents sous le nom de «Juarez».

Voir aussi https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Scala.

1984

⁵³

In <https://www.publico.es/politica/caso-scala-cuarenta-anos-sombras.html>

Bernard Pensiot anime le Comité antifasciste de Perpignan avec les militants du groupe Puig-Antich de la Fédération anarchiste.

5 février : Un membre des premiers groupes autonomes est arrêté pour la première fois à Barcelone : il sera le dernier à tomber. « Ces groupes eurent une vie éphémère, marquée par la permanence de la répression policière, mais quelques compagnons restèrent près de cinq ans actifs sans dommages, comme le groupe où participait “el Profe” » (Joni D., 2014, p. 29).

1986

Bernard Pensiot et Nicole Alligier s'installent à Lyon. Bernard adhère rapidement au Collectif utilitaire lyonnais (CUL) au 44, rue Burdeau à la Croix-Rousse, quartier où ils s'installent.

Le 30 avril : « Deux Espagnols emprisonnés en France se déclarent membres des Grupos de Liberación Antiterrorista. Eduardo Solé Forasté et José Antonio Díaz Gavela se sont déclarés hier membres des GAL [agents espagnols qui se sont illustrés dans l'élimination de membres de la ETA dans les Pyrénées-Atlantiques] devant la cour d'appel de Montpellier, où s'est tenue l'audience de leur extradition demandée aux autorités françaises par le gouvernement espagnol à la demande de la Cour d'Instruction numéro 2 de Figières (Gérone). Tous deux sont accusés de deux vols commis dans le quartier espagnol [du Perthus], Els Límits, rattaché administrativement à La Jonquère. Solé et Díaz Gavela, qui n'ont fourni aucune preuve de leur appartenance aux GAL, se sont opposés à leur extradition, alléguant leur militantisme politique d'extrême-droite. Selon la version policière, Díaz Gavela était l'auteur matériel des vols et Solé a fourni les armes et le véhicule utilisés dans l'action. Dans une première déclaration, ils ont accusé l'ancien maire de La Jonquère, Josep Maria Mezquida, d'être le commanditaire des vols, mais ensuite ils ont affirmé que leur déclaration avait fait l'objet “d'un montage policier”. »

Joan Vall Clara, Montpellier pour *El País*.

Le 7 mai : « L'arrêt de la cour d'appel de Montpellier, rendu public hier matin, a favorablement informé le gouvernement français de l'extradition de José Antonio Díaz Gabel. [...] La cour d'appel a en revanche réservé la décision d'extradition d'Eduardo Solé Forasté, également sollicitée à la demande du tribunal d'instruction n° 2 de Figières. Le tribunal français rendra sa décision du 3 juin, “une fois connu le résultat de la demande de nationalité déposée par Solé Forasté”. [...] »

Les deux prévenus ont déjà purgé la peine de six mois pour “possession illégale d'arme” qui leur a été infligée par un tribunal de Perpignan et restent désormais à la prison de Montpellier en attendant la fin de leur procédure d'extradition. » Joan Vall Clara, pour *El País*.

Juin : Le Tribunal de Montpellier décrètera la mise en liberté de Solé, dont l'Espagne ne demande pas l'extradition malgré la condamnation à cinq ans de prison prononcée par le tribunal de Gérone pour une attaque de banque.

1987

Le 9 décembre : Début du procès pour l'assassinat d'Agustín Rueda où les actes de tortures ayant provoqué sa mort sont rendus publics avec précision. Pour autant leurs auteurs, les directeur, sous-directeur, neuf fonctionnaires et deux médecins de Carabanchel sont très peu sévèrement condamnés (de quatre à huit ans de prison).

1989

Le 14 août : Victor, devenu caméraman pigiste à M6 depuis 1987, remplace un ami et part en reportage en Espagne pour le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle – où le pape est attendu, ce qui accroît les mesures de sécurité. Lors du contrôle à la douane de l'aéroport, il déclare ne pas avoir ses papiers sur lui, et propose d'aller les chercher dans ses bagages. Profitant d'une absence des douaniers, il passe

discrètement la frontière. Des membres de la Guardia Civil viennent ensuite l'arrêter à son hôtel et lui annoncent qu'il est considéré comme toujours en fuite depuis son absence au procès initialement prévu en 1979, et qui s'est tenu en 1981. On le conduit à la prison de La Corogne où il restera deux mois et demi. Il y reçoit la visite du consul et de copains et copines anarchistes qui proposent de faire une campagne d'agitation pour le soutenir. À la mi-octobre, Victor est transféré à Madrid et on le libère sous caution en attendant le procès. Il est assigné à résidence chez des amis anarchistes et travaille pour la TV3. Il sera acquitté à la mi-décembre. Il retourne aussitôt en France, et M6 aura l'élégance de le reprendre. Voir en Annexe III *La Semaine du Roussillon* n° 505.

1990

Bernard Pensirot rejoint le groupe de la Fédération anarchiste de Lyon. Il s'impliquera beaucoup dans Radio Canut (*in* Rappe, 2021, p. 141). Il fut aussi présent au Colloque national sur l'anarchisme à Perpignan organisé par le groupe Puig-Antich du 1er au 4 novembre 1995.

1991

Le 8 décembre : Malgré un mandat d'arrêt international d'Interpol pour « vols aggravés » édicté contre d'Eduard Solé Forasté, désormais président d'une société spécialisée dans l'import-export avec l'Asie, l'homme réussit à se faire nommer « ambassadeur culturel pour la France et l'Espagne de la République socialiste du Viet-Nam ». L'inauguration a lieu dans sa luxueuse résidence de Torreilles en présence des notables locaux. *In* Article de Corine Sabouraud : « L'ambassadeur était un imposteur », sans date mais sans doute de début 1995 (Voir l'annexe XI, Fonds Henri Mélich).

1994

Le 20 décembre, à Torreilles : La brigade de gendarmerie de Port-Vendres aurait découvert la vraie identité et le passé d'Eduard Solé, « l'ambassadeur » qui vivait entouré de tout le respect dû à un notable.

1995

Le 31 janvier 1995 : malgré un mandat d'arrêt international édicté quatre ans auparavant par les tribunaux espagnols, la justice de ce pays ne demande toujours pas l'extradition d'Eduardo Solé Forasté, écroué à Perpignan depuis décembre 1994. Son avocat obtient sa mise en liberté, sans caution, le 31 janvier 1995. https://elpais.com/diario/1995/02/01/espana/791593221_850215.html

Voir dans l'annexe XII les deux pages de l'article paru dans *L'Événement du Jeudi* du 5 au 11 janvier 1995 (Fonds Henri Mélich) : « Monsieur l'ambassadeur itinérant du Vietnam est en tôle » avec une photo de Solé. Il récapitule le parcours de cet infiltré dans les milieux libertaires des PO depuis 1976.

2006

Sortie du film documentaire français de Pierre Carles, et Georges Minangoy : « Ni vieux, ni traîtres » où apparaît André Mira dans un entretien réalisé en 2003 à Barcelone, peu avant sa mort à Barcelone à l'âge de cinquante-deux ans.

La famille de Salvador Puig Antich et des associations, avec entre autres Octavio Alberola, ancien dirigeant de *Defensa interior*, organisme clandestin de la CNT, demandent la révision de son procès affirmant que des pièces de l'accusation ont été manipulées. En juillet 2007, la Cour suprême refuse d'examiner le dossier.

Bernard Pensirot continue à militer activement : il rejoint la Coordination des groupes anarchistes (CGA) – après avoir quitté la FA en 2004.

2008

Bernard Pensiot prend sa retraite professionnelle d'ouvrier maçon et de métreur en bâtiment, et s'installe dans l'Ain dans le village de L'Abergement-de-Varey, où il expérimentera une certaine forme de « municipalisme libertaire » en participant au conseil municipal de son village d'un peu moins de 200 habitants.

2013

Eduardo Solé, « ancien entrepreneur à Torreilles », né en 1941 serait décédé le 13 novembre 2013 à Perpignan.

2017

Juin : Fermeture de la prison Modelo à Barcelone.

2018

Le 6 mai : Mort subite de Bernard Pensiot chez lui lors d'une balade en vélo.

2019

Mars : Sortie du livre collectif en catalan *Salvador Puig Antich, 45 anys després*, chez Descontrol Editorial, Barcelone, coordonné par Ricard de Vargas Golarons, ancien du MIL, avec la collaboration des sœurs de Salvador, Imma, Montse, Carme et Merçona.

2020

Janvier : Victor Simal parcourt La Modelo ouverte au public avant que ne commencent les travaux de transformation des bâtiments en vue d'une complète réaffectation : un musée de la prison, une école maternelle, des appartements, un parc... Le tournage du film « La Visite, Victor retourne à La Modelo » par le collectif « Les Amis d'abord » commence.

Mai : L'Atelier de création libertaire de Lyon édite le livre de David Rappe, *Espoirs déçus, engagements antifranquistes et libertaires durant la « transition démocratique » espagnole*, écrit, dans le cadre du long cheminement à la fois amical et militant de Bernard avec l'auteur, à la suite de discussions au café libertaire de la librairie La Plume noire, et d'une série d'entretiens réalisés dans les P-O lors des étés 2008 et 2009 avec Victor Simal, Henri Mélich, Antonio Horta.

Une réédition revue, corrigée et enrichie est sortie en novembre 2021. David a pu piocher à sa guise dans cette chronologie qui lui a été soumise.

Août : Le tribunal de Barcelone archive la plainte pour les crimes contre l'humanité que les sœurs de Salvador Puig Antich – le dernier prisonnier politique exécuté au garrot par le régime franquiste – et la municipalité de Barcelone ont présenté contre un juge du Conseil de guerre qui l'a condamné à mort en 1974. La cour fait valoir que le crime contre l'humanité, bien que non prescrit, ne peut pas être appliqué en Espagne à des événements qui ont eu lieu avant 1977, date à laquelle l'État a adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle rappelle que la loi d'amnistie approuvée cette même année empêche d'enquêter sur les violations des droits de l'homme qui se sont produites précédemment. [Source : VilaWeb, 14/08/2020]

Le *Rubio* serait de nouveau dans une prison espagnole, à Ocaña, province de Tolède, pour un motif inconnu.

2021

28 juin : Sous son nouveau titre « Amis, dessous la cendre... », une version quasi achevée du film, initialement intitulé « La Visite, Victor retourne à la Modelo », est projetée au cinéma René-Vauthier à Elne à destination des protagonistes et amis proches, afin de recevoir leurs premières impressions. Entre autres, Victor, Boni, Oscar, Isabelle, Nicole, Daniel Pont et Serge sont présents. Certains ne se sont pas revus depuis les années 1978. D'amicales discussions s'ensuivent autour d'un pot partagé, grâce auxquelles s'éclairciront certaines zones d'ombre concernant les conditions des arrestations de février 1978, et ce qui a suivi.

7 juillet : Décès d'Henri Mélich à son domicile. Il avait quatre-vingt-seize ans. Un rassemblement à sa mémoire rassembla beaucoup de monde le 10, avec une prise de parole de Boni.

18 août : Mort d'Ignasi Solé Sugranyes à Barcelone.

19 octobre : Inculpation de Martín Villa pour le massacre de Vitoria de mars 1976 : « Martín Villa procesado: ¿primera grieta en el muro de impunidad en España » : <https://blogs.publico.es/otrasmiradas/52905/martin-villa-procesado-primera-grieta-en-el-muro-de-impunidad-en-espana/>

20 novembre : Première projection publique du film « Amis, dessous la cendre » au cinéma Le Castillet à Perpignan en présence de Victor, Isabelle, Boni et Nanda, et des membres du collectif de réalisation Les Amis d'abord, avec la présentation par David Rappe de la nouvelle édition revue et augmentée d'*Espoirs déçus*.

24 et 25 février 2022 : Deux projections du film à Barcelone se déroulent à la Cinetika (San Andreu) et à Cant Batlló (Sants). Victor a eu le plaisir de revoir Boni et sa soeur, Angel Vergel Ardite et Nicolas de La Heras García – emprisonné à Segovie, et co-signataire d'un texte-témoignage « À propos de l'arrestation et de l'interrogatoire de trois membres d'un groupe autonome de Barcelone », publié dans *Insurrections* 1979, pp. 16-17.

17 mai 2022 : Victor Simal meurt à Arles-sur-Tech.

Chronologie établie par Myrtille Gonzalbo et Daniel Guerrier,
Anciens membres du Comité anti-répression (CAR), entre autres...
(Les textes en espagnol ont été traduits par nos soins.)

Note : Les rédacteurs soucieux du respect dû à chacun des protagonistes les présentent, dans la mesure du possible, selon leur souhait ou celui de leurs proches soit sous leur état-civil, soit leur prénom, soit leurs initiales, soit leur pseudonyme.

Les ouvrages cités renvoient à une bibliographie et à des documents placés en annexes sur ce même site
On peut lire en complément la recension du livre *Algunos me llaman el Rubio*
Tout ce travail est *in progress* ; il peut être revu, corrigé et enrichi au gré des commentaires et éléments qui nous parviennent.

Sigles

CAR : Comité anti-répression (Perpignan)

CGA : Coordination des groupes anarchistes

CNT : Confederación nacional del Trabajo

CC.OO : Comisiones Obreras

CFDT : Confédération française du travail

CNS : Central del Nacional Sindicalismo (vertical)

COPEL : Coordinación de los Presos En Lucha

COS : Coordinación de las organizaciones sindicales [UGT, USO, CCOO]

CR - CN : Comité régional - Comité nacional de la CNT
CRAS : Centre de Recherche pour l'Alternative Sociale, domicilié à Toulouse
ERAT : Ejército Revolucionario de Ayuda al Trabajador
ETA : Euskadi Ta Askatasuna
FA : Fédération anarchiste
FAI : Federación Anarquista Ibérica
FIJL : Federación Ibérica de Juventudes Libertarias
GAA : Grupos de Afinidad Anarcosindicalistas
GAC : Groupes autonomes de combat (du MIL)
GAI : Groupes autonomes d'intervention [ou indépendants ?]
GAL : Groupes antiterroristes de libération (Franco-espagnol)
GAPEL : Grupos Autónomos de Apoyo a Presos en Lucha
GARI : Groupes d'action révolutionnaire internationalistes
GRAPO : Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre
LDH : Ligue des droits de l'homme
MEC : Mouvement écologique catalan
MIL : Movimiento Ibérico de Liberación
MLE : Mouvement libertaire espagnol rassemblant des membres de la CNT, de la FAI et de la FIJL
OCL : Organisation communiste libertaire (nouvelle appellation de l'ORA à partir de 1976)
OCT : Organisation communiste des travailleurs
OLLA : Organitzacio de Lluita Armada
ORA : Organisation révolutionnaire anarchiste
OSE : Organización Sindical española (un ensemble de syndicats verticaux franquistes créé en 1938)
PCE : Partido Comunista Español
PCF : Parti communiste français
PS : Parti socialiste
PSU : Parti socialiste unifié
RAF : Rote Armee Fraktion
SDEUB : Sindicat Democràtic d'Estudiants de la Universitat de Barcelona
SNES-Sup : Syndicat national de l'enseignement supérieur
UGT : Unión General de Trabajadores
USO : Unión Sindical Obrera